



Troisième trimestre 2004

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES



LA BANQUE ROYALE PUBLIE SES RÉSULTATS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2004

La Banque Royale du Canada annonce la mise sur pied d'un régime de réinvestissement de dividendes

TORONTO, le 27 août 2004 – La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripateur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé la mise sur pied d'un régime de réinvestissement de dividendes (« régime ») à l'intention de ses actionnaires inscrits détenteurs d'actions ordinaires.

Le régime constitue pour les détenteurs d'actions ordinaires de la Banque un moyen de réinvestir automatiquement les dividendes en espèces versés sur leurs actions ordinaires à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Les premiers dividendes admissibles aux fins du régime seront versés le 24 novembre 2004 aux actionnaires inscrits au 26 octobre 2004. Les formulaires d'adhésion au régime doivent parvenir à notre agent chargé de la gestion du régime, Computershare Investor Services Inc., au plus tard le 19 octobre 2004.

- Rendement des capitaux propres de 16,8 %, en baisse de 60 points de base contre 17,4 %
- Total des revenus en hausse de 103 millions de dollars ou 2 %
- Frais autres que d'intérêt en hausse de 139 millions de dollars ou 5 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 125 millions de dollars, comparativement à 167 millions
- Ratio du capital de première catégorie de 9,1 %, en baisse de 50 points de base

TORONTO, le 27 août 2004 – Pour son troisième trimestre terminé le 31 juillet 2004, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripateur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net de 768 millions de dollars, en baisse de 8 millions ou 1 % par rapport à l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 1,15 \$, en hausse de 0,01 \$ ou 1 %. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 16,8 %, comparativement à 17,4 % l'an dernier.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Notre rendement ce trimestre reflète la qualité de nos actifs, laquelle demeure élevée, la croissance solide des prêts et des dépôts, ainsi que la hausse des revenus tirés des activités d'assurance et des fonds communs de placement, mais il traduit aussi la compression continue des écarts liés aux dépôts et l'accroissement des coûts liés aux avantages sociaux. »

Selon les PCGR du Canada, le bénéfice net du troisième trimestre s'est établi à 746 millions de dollars, en baisse de 37 millions ou 5 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,12 \$, en baisse de 0,04 \$ ou 3 %.

Le total des revenus a augmenté de 103 millions de dollars ou 2 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. Les ratios de capital sont basés sur l'information financière dressée selon les PCGR du Canada.

Faits saillants financiers du troisième trimestre de 2004 par rapport à l'an dernier :

- Bénéfice net de 768 millions de dollars, en baisse de 1 % par rapport à 776 millions
- Bénéfice dilué par action de 1,15 \$, en hausse de 1 % comparativement à 1,14 \$

Table des matières

01	La Banque Royale annonce	05	Résultats par secteurs d'exploitation	13	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
01	Faits saillants du troisième trimestre	09	Priorité financière : croissance et diversification des revenus	13	Faits saillants de l'exploitation
02	Message du président et chef de la direction	10	Priorité financière : contrôle des coûts	15	Principales informations financières – PCGR des États-Unis
03	Rendement par rapport aux objectifs	10	Priorité financière : excellence de la qualité du crédit	16	États financiers – PCGR des États-Unis
03	À propos de la Banque Royale du Canada	11	Priorité financière : gestion du bilan et du capital	26	Principales informations financières – PCGR du Canada
04	Rapport de gestion	12	Gestion du risque	27	États financiers – PCGR du Canada
04	Aperçu			39	Renseignements aux actionnaires
05	Résultats par secteurs géographiques				

l'acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (Unum Provident) conclue ce trimestre, à la croissance solide des prêts et des dépôts, ainsi qu'à la hausse des revenus tirés des fonds communs de placement et des Services Internationaux, résultats qui ont largement compensé l'incidence de la compression des écarts liés aux dépôts.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 139 millions de dollars ou 5 % par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, en raison principalement de la hausse des coûts liés aux avantages sociaux, de l'augmentation des frais d'occupation et de l'acquisition de Unum Provident.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 125 millions de dollars, en baisse comparativement à 167 millions au troisième trimestre de 2003, en raison du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux et de la contre-passation de provisions cumulatives spécifiques, qui reflètent le règlement favorable d'un certain nombre de prêts douteux antérieurs.

Comparativement au deuxième trimestre de 2004, le bénéfice net a reculé de 6 millions de dollars ou 1 %. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,01 \$ ou 1 %, car la baisse des revenus tirés des activités sur les marchés financiers (revenus tirés des activités de négociation, commissions de courtage, commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils, et commissions de gestion de

placements et de services de garde) et le recul des revenus tirés des activités hypothécaires ont plus que neutralisé les avantages liés à la hausse des revenus tirés des activités d'assurance et des volumes de prêts et de dépôts ainsi que la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est chiffré à 2 335 millions de dollars, en hausse de 103 millions ou 5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2003, et le bénéfice dilué par action des neuf premiers mois s'est établi à 3,49 \$, en hausse de 0,26 \$ ou 8 %, malgré un recul de 43 millions ou 0,07 \$ par action de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation du bénéfice reflète la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices ainsi que la hausse des revenus, qui ont largement contrebalancé l'accroissement des charges, lesquelles comprenaient les coûts du règlement avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank (Rabobank) au premier trimestre.

Au 31 juillet 2004, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,1 %, et le ratio du capital total, à 12,7 %, comparativement à 9,6 % et à 12,7 %, respectivement, il y a un an, résultats qui surpassent de loin nos objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Notre rendement ce trimestre reflète la qualité de nos actifs, laquelle demeure élevée, la croissance solide des prêts et des dépôts, ainsi que la hausse des revenus tirés des activités d'assurance et des fonds communs de placement, mais il traduit aussi la compression continue des écarts liés aux dépôts et l'accroissement des coûts liés aux avantages sociaux.

Examen du rendement

Le bénéfice net s'est établi à 768 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse de 1 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,15 \$, en hausse de 1 %.

Comme il est illustré à la page 3, notre rendement au cours des neuf premiers mois par rapport à nos objectifs pour l'exercice s'est avéré solide en ce qui concerne le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la qualité du portefeuille et les ratios de capital. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 17,6 %, soit un résultat se situant dans la fourchette cible, et le ratio des provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances s'est avéré de loin supérieur à notre fourchette cible pour l'exercice, tandis que les ratios de capital ont surpassé nos objectifs à moyen terme. Nous n'avons toutefois pas atteint nos objectifs en matière de croissance des revenus et des charges. La croissance des revenus, qui s'est établie à 2 % au cours des neuf premiers mois, reflète le raffermissement du dollar canadien, lequel a réduit les revenus de plus de 400 millions de dollars ou 3 %. La hausse des charges de 8 % enregistrée pour l'exercice à ce jour s'est produite malgré le recul des charges découlant du raffermissement du dollar canadien et reflète principalement l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable imputable à l'accroissement des revenus tirés des activités sur les marchés financiers, à l'augmentation des coûts liés aux avantages sociaux et aux coûts du règlement avec Rabobank au premier trimestre.

Notre ratio de distribution au cours des neuf premiers mois s'est établi à 42 %, soit un résultat conforme à notre objectif de 40 % à 50 %. Cependant, la croissance et l'évaluation du cours de nos actions se sont établies en deçà de nos objectifs.

Services de détail

RBC Banque a enregistré une croissance solide des prêts et des dépôts au troisième trimestre. Les prêts hypothécaires résidentiels au Canada ont progressé de 11 % par rapport à l'an dernier, et nous avons maintenu notre position de chef de file sur ce marché au pays. Les volumes de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit ont augmenté de 12 % et de 14 %, respectivement, résultats qui reflètent le succès

continu de la Marge de crédit Royale garantie, ainsi que le taux de fidélisation amélioré de nos clients et la croissance découlant de l'offre de nouvelles cartes. Aux États-Unis, *RBC Centura* a pour sa part enregistré une croissance des prêts et des dépôts de 11 % et de 8 %, respectivement. Toutefois, la compression continue des écarts liés aux dépôts et la hausse des coûts liés aux avantages sociaux et des autres frais de rémunération de *RBC Banque*, conjugués au recul des volumes de montage de prêts hypothécaires et des marges de *RBC Mortgage*, ont entraîné une baisse de 6 % du bénéfice de *RBC Banque* par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Bien que le bénéfice aux États-Unis ait diminué comparativement à l'an dernier, il a augmenté considérablement par rapport au dernier trimestre. Nous sommes déterminés à améliorer davantage les résultats de nos activités bancaires aux États-Unis.

RBC Investissements a enregistré une hausse des actifs des fonds communs de placement canadiens de 17 % par rapport à l'an dernier et une augmentation des biens administrés dans le cadre des services de courtage traditionnel de 11 % au Canada et de 12 % aux États-Unis. Le bénéfice au troisième trimestre est demeuré inchangé par rapport à l'an dernier, car les charges ont progressé au même rythme que les revenus.

RBC Assurances a lancé un certain nombre de nouveaux produits et services qui se traduisent par des résultats prometteurs et incluent un produit novateur offert au Canada, qui permet d'utiliser une police d'assurance pour garantir un prêt. Le bénéfice au troisième trimestre a progressé de 32 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète l'acquisition de Unum Provident conclue le 1^{er} mai 2004 ainsi que la contribution plus importante des activités d'assurances habitation et automobile et de réassurance. Grâce à l'acquisition de Unum Provident, *RBC Assurances* est maintenant le principal fournisseur d'assurance individuelle à prestations du vivant au Canada. Ce type de produits, qui inclut généralement les assurances contre les maladies graves, soins de longue durée et invalidité de longue durée, est le secteur de l'assurance qui connaît la croissance la plus rapide. Cette acquisition accroît également notre présence sur le marché de l'assurance invalidité de longue durée collective et élargit considérablement notre réseau de distribution.

Services aux institutions

RBC Marchés des Capitaux a tiré parti de la forte amélioration de ses produits structurés exclusifs, notamment les dérivés internationaux, les capitaux alternatifs et les produits de crédit. Par ailleurs, des progrès considérables ont été réalisés ce trimestre en ce qui a trait à l'élargissement de notre clientèle du marché milieu de gamme en Amérique

du Nord. À l'étranger, le Groupe Pacifique, qui a été formé récemment, a bénéficié de diverses activités de prospection fructueuses.

RBC Services Internationaux continue d'accroître ses services de garde et de gestion de trésorerie avec succès. Le bénéfice a progressé de 22 % par rapport à l'an dernier, car la hausse des revenus a largement excédé l'augmentation des charges.

Nous demeurons résolus à maintenir notre position de chef de file dans la plupart de nos secteurs d'activité au Canada, à améliorer le rendement de nos activités aux États-Unis et à procéder à l'expansion judicieuse de nos activités hors de l'Amérique du Nord.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

RENDEMENT PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS

	Objectifs de 2004	Rendement des neuf premiers mois
1. Évaluation		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Troisième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Deuxième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (2)
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Inférieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques
2. Croissance du bénéfice		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	10 % à 15 %	8 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	17 % à 19 %	17,6 %
4. Croissance des revenus		
Obtenir une croissance des revenus de :	5 % à 8 %	2 %
5. Croissance des charges		
Charges par rapport aux revenus :	Croissance des charges inférieure à celle des revenus	Croissance des charges de 8 % et des revenus de 2 %
6. Qualité du portefeuille		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente se situant entre :	0,35 % et 0,45 %	0,23 %
7. Gestion du capital		
Ratios de capital (3) :	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 9,1 % et ratio du capital total de 12,7 %, par rapport aux objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement
8. Ratio de distribution (4) :	40 % à 50 % (5)	42 %

(1) Nous avons calculé ce rendement le 31 juillet 2004 en nous basant sur les valeurs comptables au 30 avril 2004.

(2) Nous avons calculé ce rendement le 31 juillet 2004 en nous basant sur la moyenne des estimations des analystes concernant le résultat dilué par action de 2004.

(3) Calculs basés sur les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(4) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

(5) Objectif augmenté par rapport à l'objectif de 35 % à 45 % à la fin du premier trimestre de 2004.

Notre information financière est dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et les PCGR du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

L'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis est présentée aux pages 16 à 24. L'information financière dressée selon les PCGR du Canada est présentée aux pages 27 à 35 et comprend un rapprochement des principales différences par rapport à l'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis.

A PROPOS DE LA BANQUE ROYALE DU CANADA

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripneur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et

aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. La société compte 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, visitez le site Web rbc.com.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2004, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, l'accent étant mis sur le trimestre le plus récent. Le présent rapport de gestion est basé sur l'information financière dressée selon les principes comptables

généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et il a été préparé conformément à l'article 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act of 1934*. Il ne diffère à aucun égard important de celui qui aurait été établi en fonction de l'information financière dressée selon les PCGR du Canada, sous réserve de ce qui est expliqué dans les analyses supplémentaires présentées aux pages 5, 7 et 8. Les calculs des ratios de capital sont basés sur l'information dressée selon les PCGR du Canada.

Aperçu

Un certain nombre de facteurs ont influé sur nos résultats au troisième trimestre. Les revenus ont été touchés de façon défavorable par les faibles taux d'intérêt et par les pressions concurrentielles sur les prix, qui continuent d'entraîner la compression des écarts liés aux dépôts, ainsi que par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain enregistrée comparativement à l'an dernier, bien que celle-ci ait eu une incidence moindre qu'aux trimestres précédents. Nous avons cependant continué d'enregistrer une croissance solide des prêts et des dépôts en raison des activités de commercialisation continues et du lancement de produits et services. Au chapitre des charges, les coûts liés aux avantages sociaux (qui concernent principalement les

prestations de retraite et les avantages postérieurs au départ à la retraite, en raison de l'amortissement de pertes actuarielles d'exercices précédents découlant de rendements moindres de l'actif et de la réduction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif) ont augmenté. Toutefois, depuis le premier trimestre de 2004, le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite est dans l'ensemble demeuré inchangé et il devrait se maintenir au quatrième trimestre. Un marché du crédit plus favorable et le succès découlant des efforts de recouvrement ont donné lieu à une baisse des prêts à intérêts non comptabilisés et à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T3/04 par rapport au T3/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2004	31 juillet 2003
Total des revenus	103 \$	2 %	4 405 \$	4 302 \$
Frais autres que d'intérêt	139 \$	5 %	2 720 \$	2 581 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement au titre de) pertes sur créances				
Provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances	(42)\$	(25)%	125 \$	167 \$
Provision générale pour pertes sur créances	—	—	—	—
Bénéfice par action – dilué	0,01 \$	1 %	1,15 \$	1,14 \$
Bénéfice net	(8)\$	(1)%	768 \$	776 \$
Rendement des capitaux propres	(60)p.b.		16,8 %	17,4 %
Bénéfice net des secteurs d'exploitation :				
RBC Banque	(24)\$	(6)%	390 \$	414 \$
RBC Investissements	—	—	113 \$	113 \$
RBC Assurances	18 \$	32 %	75 \$	57 \$
RBC Marchés des Capitaux	18 \$	12 %	165 \$	147 \$
RBC Services Internationaux	11 \$	22 %	60 \$	49 \$
Autres	(31)\$	n.s.	(35)\$	(4)\$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net s'est établi à 768 millions de dollars, en baisse de 8 millions ou 1 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,15 \$, en hausse de 0,01 \$ ou 1 %. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 16,8 %, contre 17,4 % il y a un an.

Une tranche de 0,03 \$ de l'augmentation du bénéfice dilué par action est attribuable à la réduction du nombre moyen d'actions ordinaires utilisé aux fins du calcul du bénéfice par action. Cela tient au nombre d'actions rachetées, lequel a excédé le nombre d'actions émises de 10 millions d'actions au cours de la dernière année, et aux actions de trésorerie portées en déduction des actions ordinaires, comme il est mentionné à la page 11.

L'appréciation de 2 % du dollar canadien par rapport au dollar américain (lequel a atteint une moyenne de 0,745 \$ US, contre une moyenne de 0,728 \$ US au troisième trimestre de 2003) s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains d'environ 3 millions de dollars, par une réduction des revenus de 35 millions et par une diminution des frais autres que d'intérêt de 25 millions. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar américain ont eu peu d'incidence sur la variation de notre bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier.

Le total des revenus a augmenté de 103 millions de dollars ou 2 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à l'acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (Unum Provident) conclue ce trimestre, à la croissance solide des prêts et des dépôts, ainsi qu'à la hausse des revenus tirés des fonds communs de placement et des Services Internationaux, qui ont largement compensé l'incidence de la compression des écarts liés aux dépôts.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 139 millions de dollars ou 5 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des coûts liés aux avantages sociaux, de l'augmentation des frais d'occupation et de l'acquisition de Unum Provident.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 125 millions de dollars, en baisse par rapport à 167 millions au troisième trimestre de 2003, en raison du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux et de la contre-passation de provisions cumulatives spécifiques, qui reflètent le règlement favorable d'un certain nombre de prêts douteux antérieurs.

Comparativement au deuxième trimestre de 2004, le bénéfice net a reculé de 6 millions de dollars ou 1 %. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,01 \$ ou 1 %, car la baisse des revenus tirés des activités sur les marchés financiers (revenus tirés des activités de négociation, commissions de courtage, commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils, et commissions de gestion de placements et de services de garde) et le recul des revenus tirés des activités hypothécaires ont plus que neutralisé les avantages liés à la hausse des revenus tirés des activités d'assurance et des volumes de prêts et de dépôts ainsi que la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est chiffré à 2 335 millions de dollars, en hausse de 103 millions ou 5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2003, et le bénéfice dilué par action des neuf premiers mois s'est établi à 3,49 \$, en hausse de 0,26 \$ ou 8 %, malgré un recul de 43 millions ou 0,07 \$ par action de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation du bénéfice reflète la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices ainsi que

la hausse des revenus, qui ont largement contrebalancé l'accroissement des charges, lesquelles comprenaient les coûts du règlement avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank) au premier trimestre.

Au 31 juillet 2004, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,1 %, et le ratio du capital total, à 12,7 %, comparative-ment à 9,6 % et à 12,7 %, respectivement, il y a un an, résultats qui surpassent de loin nos objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est établi à 746 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse de 37 millions ou 5 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,12 \$, en baisse de 0,04 \$ ou 3 %.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est chiffré à 2 299 millions de dollars, en hausse de 40 millions ou 2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2003, et le bénéfice dilué par action des neuf premiers mois s'est élevé à 3,45 \$, en hausse de 0,17 \$ ou 5 %.

Résultats par secteurs géographiques

Comme il est illustré au tableau présenté aux pages 23 et 24 (pages 33 et 34 pour les données selon les PCGR du Canada), le bénéfice net au Canada s'est établi à 534 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 17 millions ou 3 % par rapport à l'an dernier, car la hausse des revenus et la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices ont largement neutralisé l'augmentation des frais autres que d'intérêt.

Les activités aux États-Unis se sont traduites par un bénéfice net de 78 millions de dollars, en baisse de 13 millions par rapport à l'an

dernier, résultat qui reflète principalement la diminution des volumes de montage de prêts hypothécaires.

Le bénéfice net ailleurs à l'étranger s'est établi à 156 millions de dollars, en baisse de 12 millions, résultat qui reflète le recul des revenus tirés des activités de négociation liées aux produits dérivés sur actions, ainsi que les coûts liés au déménagement du bureau de RBC Marchés des Capitaux situé à Londres.

Résultats par secteurs d'exploitation

Les résultats financiers par secteurs d'exploitation pour le trimestre courant, pour le trimestre précédent et pour le trimestre comparable de l'exercice précédent sont présentés aux pages 23 et 24 (pages 33 et 34 pour les données selon les PCGR du Canada).

Les PCGR ne prescrivent pas une méthode donnée pour l'attribution des capitaux propres aux secteurs d'exploitation. Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information, nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation (y compris le secteur Autres) selon des méthodes visant à mesurer les capitaux propres requis pour soutenir les risques liés aux activités de chaque secteur, comme il est mentionné à la page 54 de notre rapport annuel 2003. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en sus des montants requis pour soutenir les risques liés aux activités de nos cinq secteurs d'exploitation sont attribués au secteur Autres. Les méthodes utilisées pour attribuer les capitaux propres nécessitent la formulation d'un jugement par la direction; elles font de temps à autre l'objet de modifications appliquées

prospectivement et elles ont une incidence sur d'autres mesures telles que celle du rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation.

La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque et à RBC Marchés des Capitaux a diminué par rapport à l'an dernier. Cette diminution découle principalement de l'amoindrissement du risque de crédit, et elle a été compensée en partie par la hausse des capitaux propres affectés à RBC Marchés des Capitaux en raison de l'accroissement du risque de marché. La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Investissements a augmenté comparative-ment à l'an dernier, en raison surtout de la hausse des capitaux propres affectés eu égard au risque de marché et de l'acquisition de William R. Hough & Co, le 27 février 2004. La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Assurances a augmenté, en raison principalement de l'acquisition de Unum Provident, le 1^{er} mai 2004.

RBC Banque

	T3/04 par rapport au T3/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Total des revenus	(27)\$	(1)%	1 933 \$	1 960 \$
Frais autres que d'intérêt	57 \$	5 %	1 220 \$	1 163 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(7)\$	(5)%	128 \$	135 \$
Bénéfice net	(24)\$	(6)%	390 \$	414 \$
Rendement des capitaux propres	(80)p.b.		21,8 %	22,6 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(200)\$	(3)%	7 050 \$	7 250 \$

Le bénéfice net de RBC Banque a subi un recul de 24 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice au Canada a diminué de 3 millions de dollars ou 1 %, car l'augmentation des charges a largement compensé la croissance modeste des revenus, la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'incidence de la diminution du taux d'imposition réel. Les activités aux États-Unis se sont traduites par un bénéfice net de 17 millions de dollars ce trimestre, comparativement à un bénéfice de 41 millions l'an dernier. RBC Mortgage a enregistré un recul des volumes de montage et des marges, ainsi que le report de revenus avant impôts de 9 millions de dollars découlant de la mise en application du bulletin comptable du personnel de la SEC n° 105, qui exige le report des revenus tirés des droits de gestion des prêts hypothécaires. Les volumes de montage de prêts hypothécaires ont diminué par rapport aux volumes exceptionnellement élevés enregistrés l'an dernier lorsque les faibles taux d'intérêt ont généré une augmentation des activités de refinancement de prêts hypothécaires.

Les revenus ont subi un recul de 27 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier, dont une tranche de 8 millions découle du raffermissement du dollar canadien. Les revenus au Canada ont augmenté de 8 millions de dollars, car la compression des écarts liés aux dépôts a largement neutralisé la forte augmentation des soldes des prêts et des dépôts et la hausse des revenus tirés de frais. Les revenus aux États-Unis ont diminué de 37 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, en raison des facteurs touchant RBC Mortgage dont il est fait mention ci-dessus. Toutefois, les revenus de RBC Centura ont progressé de 1 % (3 % en dollars américains) par suite de la croissance solide des prêts et des dépôts, laquelle a été largement contrebalancée par les rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura (qui tiennent principalement au fait que le produit des instruments venant à échéance a été réinvesti dans des instruments de meilleure qualité générant des rendements plus faibles aux trimestres précédents).

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 57 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier. Au Canada, les charges ont progressé de 50 millions de dollars ou 6 %, résultat qui reflète en

grande partie la hausse des coûts liés aux avantages sociaux et des autres frais de rémunération. Les charges aux États-Unis ont pour leur part progressé de 8 millions de dollars ou 3 %.

Le rendement des capitaux propres a reculé pour s'établir à 21,8 % par rapport à 22,6 % il y a un an, en raison de la baisse du bénéfice ce trimestre, qui a largement compensé l'incidence de la diminution de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 17 millions de dollars, soit une amélioration par rapport à une perte nette de 17 millions au deuxième trimestre de 2004, laquelle comprenait une perte nette de 18 millions liée à certains prêts hypothécaires qui auraient apparemment fait l'objet d'un montage frauduleux. Les revenus de RBC Centura ont progressé de 32 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète la croissance du revenu net d'intérêt tiré des prêts et des dépôts ainsi que les gains liés aux titres enregistrés ce trimestre. Cependant, les revenus de RBC Mortgage ont subi une baisse de 21 millions de dollars, en raison de l'amointrissement des marges et de l'incidence de 9 millions de la mise en application du bulletin comptable du personnel de la SEC n° 105 dont il est fait mention précédemment. Cette baisse s'est produite malgré une hausse de 6 % des volumes de montage de prêts hypothécaires par rapport au deuxième trimestre de 2004.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est établi à 1 163 millions de dollars, en baisse de 12 millions ou 1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice au Canada a progressé de 126 millions de dollars en raison de la croissance importante des prêts et des dépôts, de la contre-passation de 49 millions après impôts au titre de la provision cumulative générale effectuée au premier trimestre de 2004 et de la baisse des impôts sur les bénéfices, contrebalancées en partie par une réduction de la marge nette d'intérêt et par une hausse des frais de rémunération. Le bénéfice aux États-Unis a reculé de 134 millions de dollars, résultat qui reflète les rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura et la diminution du bénéfice de RBC Mortgage.

RBC Investissements

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/04 par rapport au T3/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet	31 juillet
			2004	2003
Total des revenus	21 \$	2 %	925 \$	904 \$
Frais autres que d'intérêt	22 \$	3 %	755 \$	733 \$
Bénéfice net	-	-	113 \$	113 \$
Rendement des capitaux propres	(70)p.b.		16,0 %	16,7 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	100 \$	4 %	2 750 \$	2 650 \$

Le bénéfice net est demeuré inchangé par rapport à l'an dernier, car la hausse des revenus a été neutralisée par l'accroissement des frais autres que d'intérêt.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 31 millions de dollars, résultat qui est lui aussi demeuré inchangé par rapport à l'an dernier.

Le total des revenus de RBC Investissements a connu une hausse de 21 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier, malgré une réduction de 12 millions découlant du raffermissement du dollar canadien. Cette hausse est attribuable à l'accroissement des revenus tirés des actifs des fonds communs de placement canadiens, lesquels ont progressé de 6,0 milliards de dollars ou 17 % pour s'établir à 41,0 milliards au 31 juillet 2004, à l'augmentation de l'actif lié aux services de courtage tarifés et des revenus connexes, ainsi qu'aux revenus élevés tirés des titres à revenu fixe aux États-Unis, contrebalancés en partie par la diminution des volumes d'activités de négociation à la commission effectuées dans le cadre des services de courtage. Les ventes nettes de 3 milliards de dollars et l'appréciation du capital de 3 milliards ont eu une incidence favorable sur les actifs des fonds communs de placement canadiens. Les biens administrés dans le cadre des services de courtage traditionnel au Canada ont progressé de 11 % pour s'établir à 111 milliards de dollars, et les biens administrés dans le cadre des services de courtage aux États-Unis ont connu une hausse de 12 % pour se chiffrer à 107 milliards de dollars US.

La croissance de 22 millions de dollars des frais autres que d'intérêt reflète principalement la hausse des frais liés aux ressources humaines (y compris la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus et les coûts liés aux avantages sociaux), partiellement contrebalancée en partie par un recul de 4 millions des frais de rémunération au titre de la rétention. Le raffermissement du dollar canadien a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 10 millions de dollars.

Le rendement des capitaux propres a diminué pour s'établir à 16,0 % par rapport à 16,7 % l'an dernier, résultat qui reflète la hausse de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme il est mentionné à la page 5.

Le bénéfice net des neuf premiers mois a progressé de 37 % pour s'établir à 393 millions de dollars comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du rendement amélioré des activités de courtage aux États-Unis et au Canada et des activités de gestion d'actifs au Canada. Le bénéfice net tiré des activités aux États-Unis a augmenté de 41 millions de dollars (33 millions de dollars US) pour se chiffrer à 94 millions (71 millions de dollars US), en raison principalement du rendement solide des activités de courtage et des activités liées aux titres à revenu fixe aux États-Unis.

RBC Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/04 par rapport au T3/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet	31 juillet
			2004	2003
Primes nettes acquises	102 \$	27 %	474 \$	372 \$
Revenu de placement	8 \$	8 %	112 \$	104 \$
Revenus tirés de frais	17 \$	59 %	46 \$	29 \$
Total des revenus – primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés	127 \$	25 %	632 \$	505 \$
Indemnités et sinistres liés aux titulaires de polices	80 \$	29 %	360 \$	280 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	7 \$	13 %	62 \$	55 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	87 \$	26 %	422 \$	335 \$
Frais autres que d'intérêt	11 \$	9 %	128 \$	117 \$
Bénéfice net	18 \$	32 %	75 \$	57 \$
Rendement des capitaux propres	90 p.b.		25,3 %	24,4 %
Primes	178 \$	32 %	734 \$	556 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	250 \$	28 %	1 150 \$	900 \$

Le bénéfice net a connu une hausse de 18 millions de dollars ou 32 % par rapport à l'an dernier, qui reflète la contribution de 13 millions découlant de l'acquisition de Unum Provident conclue le 1^{er} mai 2004, ainsi que la contribution accrue des activités d'assurances habitation et automobile et de réassurance. Les activités aux États-Unis se sont traduites par une contribution de 4 millions de dollars (3 millions de dollars US) au bénéfice net, comparativement à une contribution nulle l'an dernier. Au 1^{er} août 2004, les activités acquises de Unum Provident (qui consistent principalement en assurances individuelles et collectives à prestations du vivant) avaient été intégrées aux activités d'assurance-vie au Canada, et les résultats qui en découlent ne seront plus présentés séparément à l'avenir.

Les résultats de 2003 incluaient un bloc important d'activités de réassurance qui n'ont pas été renouvelées en 2004. Ce bloc s'était traduit par une augmentation de 41 millions de dollars du total des revenus, par une hausse de 39 millions des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et par une augmentation du bénéfice net de 2 millions au troisième trimestre de 2003.

Les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant des services tarifés ont progressé de 127 millions de dollars ou 25 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les revenus de 144 millions tirés de Unum Provident et la croissance des activités d'assurance, principalement les activités d'assurances habitation et automobile et de réassurance, qui ont largement neutralisé l'incidence du non-renouvellement d'un bloc d'activités de réassurance dont il est fait mention ci-dessus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont pour leur part augmenté de 87 millions de dollars ou 26 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de 112 millions relatifs à Unum Provident et la constatation, il y a un an, de charges au titre d'un bloc d'activités de réassurance non renouvelées.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 11 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier, exercice au cours duquel des coûts d'intégration de 8 millions liés à l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America (BMA) ont été constatés. L'augmentation reflète les charges de 14 millions de dollars liées à Unum Provident et les volumes accrus des activités d'assurances habitation et automobile.

RBC Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/04 par rapport au T3/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet	31 juillet
			2004	2003
Total des revenus	(7)\$	(1)%	681 \$	688 \$
Frais autres que d'intérêt	43 \$	10 %	463 \$	420 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(36)\$	(92)%	3 \$	39 \$
Bénéfice net	18 \$	12 %	165 \$	147 \$
Rendement des capitaux propres	210 p.b.		18,0 %	15,9 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(50)\$	(1)%	3 600 \$	3 650 \$

Le rendement des capitaux propres a augmenté pour s'établir à 25,3 %, comparativement à 24,4 % l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice. Cette hausse s'est produite malgré l'augmentation de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur pour les raisons dont il est fait mention à la page 5.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est établi à 201 millions de dollars, en hausse de 34 millions ou 20 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, résultat qui découle de la contribution accrue des activités d'assurances habitation et automobile et de réassurance, ainsi que de l'acquisition de Unum Provident.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net a augmenté de 19 millions de dollars ou 34 % par rapport à l'an dernier pour s'établir à 75 millions. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la contribution de Unum Provident, à la croissance continue des activités de réassurance, ainsi qu'à la contribution accrue des activités d'assurances habitation et automobile et des activités aux États-Unis.

Le total des revenus s'est chiffré à 792 millions de dollars, en hausse de 197 millions ou 33 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la contribution de 144 millions de Unum Provident aux revenus et la croissance découlant de l'acquisition de BMA.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont établis à 575 millions de dollars, en hausse de 151 millions ou 36 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète la contribution de 112 millions découlant de l'acquisition de Unum Provident.

Conformément aux PCGR du Canada, les ventes de polices d'assurance-vie universelle et de rentes sont constatées à titre de revenus, une hausse équivalente des indemnités et des sinistres liés aux polices d'assurance étant comptabilisée.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est établi à 189 millions de dollars, en hausse de 31 millions ou 20 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net a progressé de 18 millions de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier. Les activités aux États-Unis se sont traduites par un bénéfice net de 38 millions de dollars, comparativement à 19 millions l'an dernier, en raison de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de produits dérivés sur actions, des capitaux alternatifs et des produits de crédit structurés (qui incluent les titrisations et la gestion de la dette et des actifs), de la baisse des frais au titre de la rémunération variable, et de la croissance des activités dont les taux d'imposition réels sont moins élevés.

Le total des revenus a subi une baisse de 7 millions de dollars ou 1 % en raison du raffermissement du dollar canadien. Les revenus liés aux services de banque d'investissement, de vente de titres de participation et de négociation ont diminué, résultat qui découle du recul des revenus tirés de la prise ferme de titres de participation et de ceux découlant des activités de négociation, qui ont été compensés par les revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV) (principalement certains fonds multicédants), lesquelles ont dû être consolidées en vertu du FIN 46R qui a pris effet au premier trimestre de 2004.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 36 millions de dollars, en raison principalement de l'amélioration des conditions du crédit et du recouvrement accru des pertes sur crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 43 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout des charges au titre des EDDV (principalement certains fonds multicédants) qui ont dû être consolidées en vertu du FIN 46R, et des coûts liés au déménagement du bureau de RBC Marchés des Capitaux situé à Londres. Le raffermissement du dollar canadien a donné lieu à une diminution des charges de 4 millions de dollars.

La consolidation des EDDV s'est traduite par une augmentation des revenus de 13 millions de dollars et par un accroissement des frais

autres que d'intérêt de 15 millions, l'incidence nette de 2 millions étant attribuable aux actionnaires sans contrôle.

Le rendement des capitaux propres a augmenté, passant à 18,0 % comparativement à 15,9 % il y a un an, résultat qui reflète la hausse du bénéfice et une baisse de 50 millions de dollars de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, pour les raisons décrites à la page 5.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est établi à 494 millions de dollars, en hausse de 134 millions ou 37 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, malgré une baisse de 74 millions du bénéfice net au premier trimestre de cette année découlant du règlement avec Rabobank. La hausse du bénéfice reflète le solide rendement des services de banque d'investissement et des activités connexes, y compris la prise ferme de titres de créance et de participation, au premier semestre de 2004, et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est établi à 145 millions de dollars, en hausse de 3 millions par rapport à l'an dernier.

Les revenus se sont chiffrés à 637 millions de dollars, en baisse de 49 millions.

Les frais autres que d'intérêt se sont établis à 448 millions de dollars, en hausse de 28 millions.

Les différences entre les résultats présentés selon les PCGR des deux pays découlent principalement de l'incidence de la NOC-13 (qui ne permet pas la constatation séparée de certains dérivés intégrés à la juste valeur) et de la consolidation des EDDV (principalement certains fonds multicédants), qui est exigée en vertu du FIN 46R, comme cela est mentionné ci-dessus, mais non selon les PCGR du Canada.

RBC Services Internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/04 par rapport au T3/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2004	31 juillet 2003
Total des revenus	21 \$	10 %	239 \$	218 \$
Frais autres que d'intérêt	8 \$	5 %	157 \$	149 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	–	–	–
Bénéfice net	11 \$	22 %	60 \$	49 \$
Rendement des capitaux propres	610 p.b.		36,5 %	30,4 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	–	–	650 \$	650 \$

Le bénéfice net a augmenté de 11 millions de dollars ou 22 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, car la croissance des revenus a largement surpassé l'augmentation des coûts.

Les revenus ont progressé de 21 millions de dollars ou 10 %, en raison principalement de la hausse des volumes de transactions. Environ la moitié de cette hausse est attribuable aux services de garde, et l'autre moitié, aux services de gestion de trésorerie et à la coentreprise de traitement des opérations effectuées par cartes (Solutions Moneris).

Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 8 millions de dollars ou 5 %, qui reflète l'augmentation des coûts liés aux

avantages sociaux et les charges supplémentaires découlant de l'accroissement du volume d'activités.

Le rendement des capitaux propres a augmenté pour s'établir à 36,5 % comparativement à 30,4 % l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice.

Le bénéfice net des neuf premiers mois a progressé de 39 millions de dollars ou 29 %. Cette hausse est attribuable à la croissance élevée des revenus, à la gestion efficace des coûts et à la contre-passation d'une tranche de 14 millions de dollars (9 millions après impôts) de la provision cumulative générale pour pertes sur créances au premier trimestre.

Autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/04 par rapport au T3/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2004	31 juillet 2003
Total des revenus	(32)\$	n.s.	(5)\$	27 \$
Frais autres que d'intérêt	(2)\$	n.s.	(3)\$	(1)\$
Bénéfice net	(31)\$	n.s.	(35)\$	(4)\$
Rendement des capitaux propres	(430)p.b.	n.s.	(5,1)%	(0,8)%
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	350 \$	15 %	2 700 \$	2 350 \$

n.s. – non significatif

Le secteur Autres, qui comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information, a enregistré une perte nette de 35 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à une perte nette de 4 millions l'an dernier. La perte enregistrée ce trimestre comprend des pertes à la valeur du marché de 13 millions de dollars après impôts au titre de dérivés, qui sont liées à certaines couvertures économiques attribuables à RBC Mortgage, ainsi que des coûts de 9 millions après impôts au titre d'une interruption des activités de traitement. Cette interruption, qui s'est produite lors de la mise à jour des programmes de l'un de nos systèmes informatiques, a influé sur notre capacité à rapidement rendre compte de certaines transactions dans les soldes des comptes des clients, et elle a touché la plupart de nos secteurs d'activité.

La perte nette des neuf premiers mois s'est chiffrée à 89 millions de dollars. Cette perte reflète principalement les éléments déclarés au troisième trimestre dont il est fait mention ci-dessus ainsi que ceux déclarés au cours des deux premiers trimestres de 2004 : une charge après impôts de 17 millions de dollars au titre de pertes sur des placements dans des sociétés en commandite, une charge après impôts de 16 millions au titre des frais d'émission cumulatifs de certains titres d'emprunt que nous avons précédemment reportés et amortis, et un ajustement de consolidation de 11 millions après impôts, qui vise à réduire en partie le gain constaté par RBC Centura au titre de la vente à Solutions Moneris, Inc. de son portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants, car nous détenons une participation de 50 % dans la contreprise Moneris.

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/04 par rapport au T3/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet	31 juillet
			2004	2003
Revenu net d'intérêt	73 \$	4 %	1 717 \$	1 644 \$
Revenus autres que d'intérêt	30 \$	1 %	2 688 \$	2 658 \$
Total des revenus	103 \$	2 %	4 405 \$	4 302 \$

Le total des revenus a augmenté de 103 millions de dollars ou 2 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient à l'acquisition de Unum Provident ce trimestre, à la croissance solide des prêts et des dépôts, ainsi qu'à la hausse des revenus tirés des fonds communs de placement et des Services internationaux, résultats qui ont largement compensé l'incidence de la compression des écarts liés aux dépôts.

Les revenus des neuf premiers mois ont progressé de 254 millions de dollars ou 2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, malgré la réduction de 405 millions découlant du raffermissement du dollar canadien. L'augmentation découle de la hausse des revenus autres que de négociation (commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils, commissions de courtage, revenus tirés de fonds communs de placement, et commissions de gestion de placements et de services de garde) tirés des activités sur les marchés financiers et de la croissance des revenus tirés des activités d'assurance et des opérations de change, qui ont largement contrebalancé la baisse des revenus tirés des activités de négociation et des activités hypothécaires.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 73 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, malgré la baisse de 4 millions imputable au raffermissement du dollar canadien. Les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt ont progressé de 66 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les rendements obtenus ce trimestre en raison des stratégies de négociation des dérivés internationaux.

La marge nette d'intérêt (revenu net d'intérêt exprimé en pourcentage de l'actif moyen) a régressé, passant de 1,62 % l'an dernier à 1,48 %, en raison de la compression des écarts liés aux dépôts au pays, qui tient à une baisse des taux d'intérêt et aux pressions concurrentielles sur les prix, ainsi que des rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura.

Le revenu net d'intérêt pour les neuf premiers mois a reculé de 27 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et la marge nette d'intérêt des neuf premiers mois s'est établie à 1,47 %, en baisse comparativement à 1,67 % pour les neuf premiers mois de 2003, en raison des facteurs décrits ci-dessus.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 30 millions de dollars ou 1 % par rapport au troisième trimestre de 2003, malgré une réduction de 31 millions découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant des services tarifés ont progressé de 127 millions de dollars ou 25 % pour les raisons décrites à la page 12; les autres revenus autres que d'intérêt ont connu une hausse de 89 millions de dollars ou 83 %, qui reflète les gains à la valeur du marché sur les dérivés; les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 48 millions de dollars ou 29 %, en raison de l'accroissement des ventes nettes et de la plus-value des fonds communs de placement; le gain (la perte) à la vente de titres s'est accru de 42 millions de dollars, résultat qui reflète les gains sur les titres détenus à des fins de placement; les commissions de gestion de placements et de service de garde ont progressé de 20 millions de dollars ou 7 %, en raison principalement de l'accroissement des commissions découlant de l'appréciation des titres sur le marché et de l'augmentation des volumes.

Les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 188 millions de dollars ou 35 %, résultat qui reflète les rendements moindres des titres à revenu fixe et des titres de participation (mais en ajoutant les revenus tirés des activités de négociation de 71 millions compris dans le revenu net d'intérêt, le total des revenus tirés des activités de négociation a subi une baisse de 122 millions ou 23 %). Les revenus tirés des activités hypothécaires (qui ont trait à des prêts hypothécaires montés aux États-Unis par RBC Centura et par RBC Mortgage) ont reculé de 66 millions de dollars, résultat qui reflète la réduction des volumes de montage de prêts hypothécaires et des marges, le report de revenus de 9 millions dont il est fait mention à la page 6, et la perte à la valeur du marché de 22 millions (13 millions après impôts) au titre des dérivés qui a été constatée dans le secteur Autres.

Les revenus autres que d'intérêt pour les neuf premiers mois ont progressé de 281 millions de dollars ou 4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour les raisons concernant les revenus des neuf premiers mois dont il est fait mention ci-dessus.

Priorité financière : contrôle des coûts

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 139 millions de dollars ou 5 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse des coûts liés aux avantages sociaux (qui concernent principalement le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite), l'augmentation des frais d'occupation et l'acquisition de Unum Provident. La hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite est en grande partie imputable à l'amortissement de pertes actuarielles d'exercices précédents découlant de rendements moindres de l'actif et de la réduction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif. Toutefois, depuis le premier trimestre de 2004, le coût des

prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite est dans l'ensemble demeuré inchangé et il devrait se maintenir au quatrième trimestre.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au troisième trimestre de 2003 a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 25 millions de dollars.

Les frais autres que d'intérêt des neuf premiers mois ont augmenté de 576 millions de dollars ou 8 %, en raison principalement des raisons décrites ci-dessus et des coûts du règlement avec Rabobank constatés au premier trimestre.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts à intérêts non comptabilisés s'élevaient à 1,4 milliard de dollars au 31 juillet 2004, en baisse de 216 millions par rapport à la fin du deuxième trimestre de 2004 et de 477 millions comparativement à l'an dernier. Comme l'indique le tableau au haut de la page 25, les prêts à intérêts non comptabilisés aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 177 millions de dollars par rapport au dernier trimestre. Ce résultat découle principalement de la réussite des efforts

de recouvrement, qui ont fait en sorte que certains prêts douteux ont été remboursés, restructurés ou vendus, ainsi que de l'amélioration générale de l'environnement du crédit, laquelle s'est traduite par une réduction du nombre de nouveaux prêts douteux. Exprimés en pourcentage du total des prêts et des acceptations, les prêts à intérêts non comptabilisés s'établissaient à 0,71 %, comparativement à 0,83 % au deuxième trimestre et à 1,07 % l'an dernier.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
PCGR des États-Unis			
Provision spécifique attribuée	125 \$	153 \$	167 \$
Provision générale attribuée	18	(24)	(5)
Total de la provision attribuée	143 \$	129 \$	162 \$
Provision (générale) non attribuée	(18)	24	5
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	125 \$	153 \$	167 \$
Ratios (PCGR des États-Unis)			
Moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	240 071 \$	229 320 \$	216 678 \$
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,21 %	0,27 %	0,31 %
PCGR du Canada			
Provisions spécifiques	125 \$	149 \$	170 \$
Provision générale			
Attribuée	18 \$	(24)\$	(5)\$
Non attribuée	(18)	24	5
Total de la provision générale	—	—	—
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	125 \$	149 \$	170 \$

Comme il est indiqué dans le tableau ci-dessus, le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances (qui se compose entièrement de la provision spécifique attribuée) s'est chiffré à 125 millions de dollars au troisième trimestre de 2004, comparativement à 153 millions au dernier trimestre et à 167 millions l'an dernier. Le recul par rapport à l'an dernier découle de la réduction du nombre de nouveaux prêts douteux et de la contre-passation de provisions cumulatives spécifiques résultant du règlement favorable d'un certain nombre de prêts douteux existants.

Les provisions spécifiques attribuées, exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, se sont établies à 0,21 % ce trimestre, comparativement à 0,27 % au deuxième trimestre et à 0,31 % l'an dernier.

Au cours du trimestre, les radiations nettes (radiations, déduction faite des recouvrements) se sont établies à 183 millions de dollars ou 0,36 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 275 millions ou 0,58 % au deuxième trimestre de 2004 et à 227 millions ou 0,52 % l'an dernier. La diminution par rapport à l'an dernier

découle principalement de la réduction des radiations au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

La provision spécifique attribuée pour pertes sur créances des neuf premiers mois s'est établie à 400 millions de dollars ou 0,23 % de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente.

Au 31 juillet 2004, la provision cumulative générale se chiffrait à 1 264 millions de dollars, et la provision cumulative spécifique attribuée, à 602 millions. Le total de la provision cumulative pour pertes sur créances s'est par conséquent établi à 1 866 millions de dollars, en baisse par rapport à 2 265 millions l'an dernier. Cette baisse est en grande partie attribuable à la réduction de la provision cumulative spécifique attribuée au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements (qui découle du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux et de la fermeture de comptes liés à des prêts classés précédemment comme des prêts douteux, par suite de radiations et de contre-passations), ainsi qu'à la contre-passation d'une tranche de 150 millions de dollars de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004.

Actif

Depuis le 31 janvier 2004, nous incluons dans nos bilans consolidés les actifs détenus par certains programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants que nous administrons, conformément au bulletin d'interprétation n° 46 du FASB (FIN 46R), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*. Au 31 juillet 2004, ces actifs se composent principalement de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 3,8 milliards de dollars, de prêts aux particuliers de 3,1 milliards et de prêts sur cartes de crédit de 0,9 milliard. Nous procédons actuellement à la restructuration de ces programmes, et il se pourrait par conséquent que nous ne soyons pas tenus d'inclure leurs actifs dans notre bilan dans des périodes ultérieures. L'analyse ci-après ne tient pas compte de ces actifs, de manière à ne pas surévaluer la croissance relative à ces catégories de prêts par rapport aux périodes précédentes.

Le total de l'actif se chiffrait à 445,7 milliards de dollars au 31 juillet 2004, en hausse de 36,3 milliards ou 9 % par rapport au 31 juillet 2003, et il est demeuré relativement inchangé par rapport au 30 avril 2004.

Par rapport au 31 juillet 2003, les titres ont progressé de 14,6 milliards de dollars ou 13 %, en raison d'un accroissement des titres dans le compte de négociation et des titres susceptibles de vente, attribuable principalement à l'augmentation du niveau d'activité. Les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 14,8 milliards de dollars, qui reflète la baisse des taux d'intérêt. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont progressé de 4,7 milliards de dollars (compte tenu de la titrisation de 0,2 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux au cours de la période de 12 mois terminée le 31 juillet 2004), en raison principalement de l'augmentation des emprunts de titres, et les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 5,0 milliards de dollars (compte tenu de la titrisation de 4,8 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au cours de la période de 12 mois terminée le 31 juillet 2004). Les prêts aux particuliers ont progressé de 4,4 milliards de dollars, et les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,7 milliard (compte tenu de la titrisation de 1,0 milliard de dollars de créances sur cartes de crédit au cours de la période de 12 mois terminée le 31 juillet 2004). Les autres actifs ont connu une hausse de 10,0 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation des garanties autres qu'en espèces reçues eu égard aux activités de prêt de titres ainsi que de la hausse des sommes à recevoir des maisons de courtage découlant de l'accroissement des activités et des améliorations que nous avons apportées au processus d'établissement des renseignements relatifs à la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de un an terminée le 31 juillet 2004 a donné lieu à une baisse d'environ 3 milliards de dollars et 2 milliards, respectivement, de la valeur de conversion des titres et des prêts libellés en dollars américains.

Comparativement au 30 avril 2004, les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 3,4 milliards de dollars. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (compte tenu de la titrisation de 1,1 milliard de dollars de prêts hypothécaires résidentiels ce trimestre), les prêts aux particuliers ont progressé de 1,3 milliard, les soldes de cartes de crédit se sont accrus de 0,4 milliard, et les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 0,3 milliard (compte tenu de la titrisation de 0,1 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux). Les autres actifs ont reculé de 3,7 milliards de dollars, en raison principalement de la diminution des montants se rapportant aux produits dérivés. Les titres ont subi une baisse de 4,3 milliards de dollars ou 3 %, en raison surtout d'une réduction des titres de négociation.

Dépôts

Le total des dépôts s'est élevé à 278,1 milliards de dollars, en hausse de 20,4 milliards ou 8 % par rapport au 31 juillet 2003 et de 6,2 milliards ou 2 % comparativement au 30 avril 2004. Les dépôts portant

intérêt ont progressé de 15,5 milliards de dollars ou 7 % par rapport au 31 juillet 2003, et de 3,9 milliards ou 2 % comparativement au 30 avril 2004. Les dépôts ne portant pas intérêt ont connu une hausse de 4,9 milliards de dollars ou 18 % par rapport au 31 juillet 2003, et de 2,3 milliards ou 8 % comparativement au 30 avril 2004.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de un an terminée le 31 juillet 2004 a entraîné une baisse d'environ 5 milliards de dollars de la valeur de conversion des dépôts libellés en dollars américains.

Capital

Actions de trésorerie

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2004, nous avons inscrit à titre de déduction des capitaux propres (au poste Actions de trésorerie) les actions de la Banque Royale du Canada acquises et détenues par des employés en vertu de structures de rémunération et par d'autres filiales pour des raisons autres que l'annulation. Cela a eu pour effet de réduire notre capital de première catégorie.

Gestion du capital

Comme il est mentionné aux pages 59 et 60 de notre rapport annuel 2003, la gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Nous sommes résolus à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif.

La solidité du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Au 31 juillet 2004, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,1 %, et notre ratio du capital total, à 12,7 %, comparativement à 9,6 % et à 12,7 %, respectivement, il y a un an. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs que nous nous sommes fixés à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % à 8,5 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. La baisse de 50 points de base de notre ratio du capital de première catégorie par rapport à l'an dernier découle principalement d'une hausse de 13 milliards de dollars de l'actif ajusté en fonction des risques, qui s'établissait à 183 milliards au 31 juillet 2004, ainsi que des actions de trésorerie portées en déduction des capitaux propres dont il est fait mention ci-dessus. Notre ratio actif/capitaux propres est demeuré inférieur au plafond permis par le BSIF.

Activités de gestion du capital

Le 11 juin 2004 et le 7 juillet 2004, nous avons racheté 350 millions de dollars et 175 millions de dollars, respectivement, de débentures subordonnées.

Le 18 juin 2004, nous avons émis 600 millions de dollars de débentures subordonnées qui se qualifient à titre de capital de deuxième catégorie de la Banque aux fins des exigences réglementaires.

Au troisième trimestre, l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, a pris fin le 23 juin 2004, et elle a été renouvelée le 24 juin 2004. En vertu de l'offre renouvelée, nous pouvons racheter, à des fins d'annulation, un nombre maximal de 25 millions d'actions au cours d'une période de un an, et nous avons racheté 1,7 million de ces actions au cours du troisième trimestre. Nous avons racheté un total de 4,6 millions d'actions ordinaires ce trimestre pour un montant de 273 millions de dollars, soit un prix moyen de 59,68 \$ par action. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a pris fin le 23 juin 2004, nous avons racheté 14,1 millions d'actions ordinaires sur une période de un an, pour un montant de 854 millions de dollars, soit un prix moyen de 60,60 \$ par action.

Risque d'illiquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. Deux éléments clés de notre cadre de gestion des liquidités sont les politiques visant le maintien d'un niveau minimal d'actifs liquides non engagés et les limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes déterminées. Au 31 juillet 2004, nous nous conformions à ces politiques. Ces éléments et les autres éléments du cadre de gestion des liquidités, qui n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2003, sont expliqués plus en détail aux pages 57, 62 et 63 de ce rapport annuel.

Nous avons recours à des actifs liquides et à des conventions de revente pour gérer nos liquidités à court terme. Au 31 juillet 2004, les actifs liquides et les biens achetés en vertu de conventions de revente totalisaient 195 milliards de dollars ou 43 % du total de l'actif, soit un résultat en hausse par rapport à 176 milliards ou 43 % au 31 juillet 2003 et un résultat relativement inchangé comparativement à 195 milliards ou 42 % au 30 avril 2004. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004, la moyenne des actifs liquides et des biens achetés en vertu de conventions de revente totalisait 196 milliards de dollars ou 42 % du total de la moyenne de l'actif, par rapport à 168 milliards ou 42 % l'an dernier et à 191 milliards ou 42 % au dernier trimestre. Au 31 juillet 2004, des titres et des garanties d'une valeur comptable de 66 milliards de dollars avaient été donnés en gage ou vendus en vertu de conventions de rachat, ou constituaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Il s'agit là d'un résultat en hausse par rapport à 53 milliards de dollars au 31 juillet 2003 et à 64 milliards au 30 avril 2004.

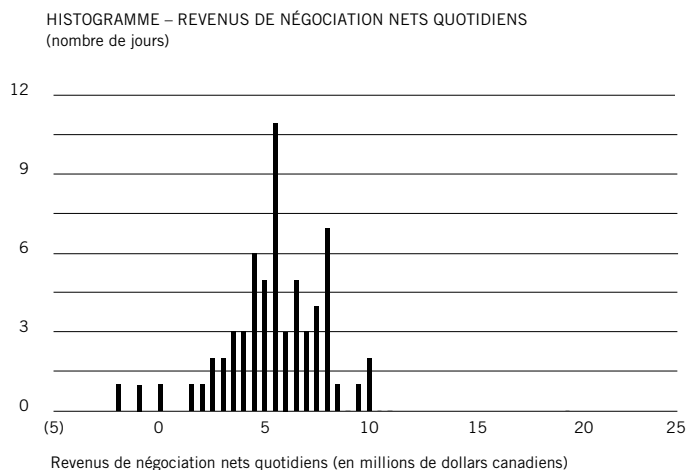
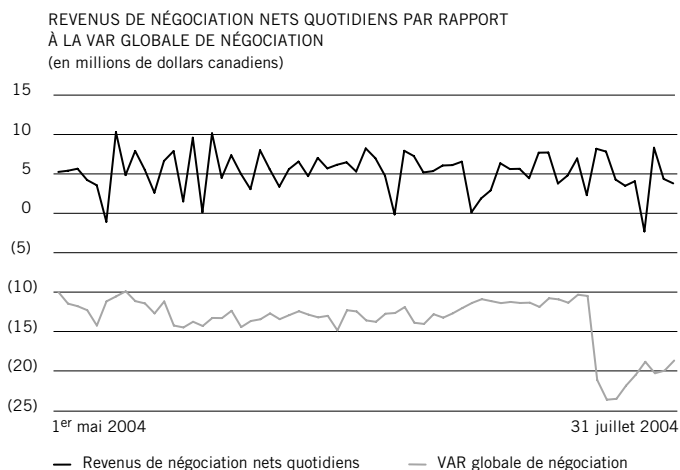
Activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004				Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	17 \$	20 \$	8 \$	5 \$	5 \$	11 \$	6 \$	4 \$
Change et marchandises	2	5	2	1	2	6	2	1
Taux d'intérêt – risque de marché général	12	14	10	8	9	12	9	7
Taux d'intérêt – risques spécifiques (2)	1	2	2	1	–	–	–	–
VAR globale (3)	19 \$	25 \$	14 \$	10 \$	10 \$	14 \$	11 \$	8 \$

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

(2) Avant le troisième trimestre de 2004, le risque de marché général et les risques spécifiques liés aux taux d'intérêt étaient présentés ensemble à titre de risque de taux d'intérêt.

(3) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et l'effet de la diversification.



Évaluation des risques de marché – activités de négociation

Comme il est expliqué aux pages 55 et 56 de notre rapport annuel 2003, nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation. Ces politiques n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2003. Le risque de marché associé aux activités de négociation est géré principalement au moyen d'une méthodologie fondée sur la valeur exposée au risque (VAR) et d'autres mesures décrites dans notre rapport annuel 2003.

Le tableau ci-après indique la VAR par catégorie de risque important à la fin du trimestre (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation combinées pour les trimestres terminés les 31 juillet 2004 et 2003; ce tableau révèle que les montants de la VAR globale du troisième trimestre de 2004 sont supérieurs à ceux du troisième trimestre de 2003. Cette augmentation découle principalement de l'accroissement des activités de négociation de titres de participation découlant des activités de prise ferme de titres de participation. Le graphique présenté ci-dessous illustre les revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation, et l'histogramme montre les revenus de négociation nets quotidiens pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004. Au cours du troisième trimestre, nous avons connu trois séances de négociation marquées par une perte nette.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, comprises dans le présent rapport intermédiaire, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2004 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des

politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les décisions judiciaires; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires; les changements dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport intermédiaire ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport intermédiaire sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Faits saillants de l'exploitation

Une analyse des principaux faits saillants survenus dans chaque secteur d'exploitation au troisième trimestre de 2004 est présentée ci-dessous.

RBC Banque

Chef de file en matière de services bancaires en ligne : Au cours du trimestre, RBC Banque Royale est devenue la première grande banque canadienne à offrir aux clients l'accès direct en ligne à des images numériques des opérations sur papier comme les chèques personnels et d'entreprise, les dépôts d'entreprise et les marges de crédit personnelles. Ce nouveau service, qui permet aux clients en ligne de visualiser et d'imprimer des images de ces documents, élimine les longues périodes d'attente liées aux demandes visant à retracer des documents. RBC a lancé le service Banque en direct en 1996, et le nombre actuel de ses clients en ligne au Canada s'établit à plus de 3 millions, soit une augmentation de 13 % par rapport à l'an dernier.

Forte croissance des prêts hypothécaires commerciaux : De nombreux propriétaires d'entreprises profitent des faibles taux d'intérêt actuels pour acquérir ou refinancer les installations où ils exercent leurs activités. Cette tendance a donné lieu à une forte croissance du volume de prêts hypothécaires commerciaux au Canada, plus de 1 milliard de dollars de nouveaux prêts hypothécaires commerciaux ayant été montés au cours des neuf premiers mois de 2004 (jusqu'au 31 juillet 2004).

Solutions sur mesure pour les entreprises de fabrication connaissant une forte croissance : RBC Banque déploie des efforts concertés afin d'offrir des solutions sur mesure à certains sous-segments connaissant une forte croissance, notamment celui de la fabrication. Au cours de la dernière année, RBC Banque Royale a formé des gestionnaires de comptes spécialisés dans le domaine de la fabrication, qui offrent leurs services dans certains marchés, afin de répondre aux besoins uniques de ces clients commerciaux. Les scores dénotant un taux de

satisfaction supérieur (mesurés selon la probabilité que les clients recommanderont RBC) accordés par les clients dont les comptes sont gérés par ces spécialistes surpassaient de 25 % ceux de l'ensemble du segment.

RBC Investissements

Nouvelles affaires :

- En mai, RBC Gestion Privée Globale a été choisie pour offrir des services de garde, de fiduciaire constitué en société, de comptabilité par fonds, de tenue de dossiers, de banque et de gestion eu égard à la composante fonds spéculatif du plus important régime de retraite au Royaume-Uni. Le capital de ce fonds spéculatif, dont le lancement est prévu pour le 1^{er} septembre 2004, s'établira initialement à 250 millions de livres sterling (et il sera majoré de 250 millions de livres sterling sur une période de 12 mois).
- En juin, RBC Dain Rauscher a conclu un accord avec Wells Fargo visant le transfert de ses liens de correspondance bancaire aux fins des activités de compensation aux services de correspondance bancaire de RBC Dain Rauscher. La conclusion de cet accord devrait donner lieu à 20 à 30 nouveaux liens et à une augmentation de 21 % du nombre total de correspondants, et elle devrait permettre aux services de correspondance bancaire de RBC Dain Rauscher de devenir la cinquième plus grande entreprise de compensation aux États-Unis.

Maintien des niveaux élevés de ventes de fonds communs de placement à long terme : RBC Gestion d'Actifs s'est classée au premier rang des principales sociétés canadiennes de fonds communs de placement en ce qui concerne les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme effectuées au cours des périodes de 3 et de 12 mois terminées le 31 juillet 2004. Au troisième trimestre, les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme se sont établies à

457 millions de dollars, soit le résultat le plus élevé du secteur et le meilleur résultat trimestriel de RBC Gestion d'Actifs depuis 1997. Le succès des activités de ventes n'est pas attribuable uniquement aux succursales de RBC Banque Royale, les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme pour l'exercice à ce jour effectuées par le réseau de services de courtage au Canada (RBC Dominion valeurs mobilières, RBC Actions en Direct ainsi que les courtiers et planificateurs financiers indépendants) ayant plus que triplé par rapport aux résultats de l'exercice entier en 2003. Au cours des périodes de 3 et de 12 mois terminées le 31 juillet 2004, RBC Gestion d'Actifs s'est classée au cinquième rang et au premier rang, respectivement, en ce qui concerne les ventes nettes globales, qui comprennent les ventes de fonds communs de placement du marché monétaire.

RBC Assurances

Lancement de nouveaux produits afin d'offrir davantage d'options répondant aux besoins en assurance des clients situés aux États-Unis :

- RBC LevelTERM (qui remplace RBC DirectTERM) offre quatre périodes différentes, ainsi que des taux pour fumeurs qui sont extrêmement concurrentiels.
- Clarity 2+2 VA est un outil de planification de la retraite polyvalent, qui conjugue les avantages fiscaux des rentes variables à des caractéristiques conçues de manière à répondre aux besoins financiers à court et à long terme.

Ajout des produits d'assurance voyage de RBC Assurances offerts aux États-Unis aux systèmes de distribution mondiale Amadeus et Worldspan : RBC Assurances a conclu des accords avec Amadeus Travel Assistance (le plus important fournisseur de systèmes de distribution mondiale pour l'industrie du voyage et de technologies de voyage) et Worldspan (un important fournisseur de technologies de voyage aux prestataires, aux agences de voyage, aux sites de commerce électronique et aux sociétés à l'échelle mondiale), en vertu desquels les produits d'assurance voyage de RBC Assurances offerts aux États-Unis seront intégrés à leurs systèmes. Grâce à ces accords, les produits et services d'assurance voyage de RBC Assurances sont maintenant offerts aux agents de voyage aux États-Unis par le truchement des principaux systèmes de distribution mondiale.

RBC Assurances choisie comme la société d'assurance voyage préférée des agents de voyage pour 2004 : En juillet, RBC Assurances a été choisie comme la société d'assurance voyage préférée par Canadian Travel Press/Travel Courier pour l'année 2004. Dans le cadre de ce sondage annuel, dont le promoteur est Baxter Publishing Group, les agents de voyage choisissent les meilleurs fournisseurs de services dans diverses catégories incluant l'organisateur de voyages préféré, le croisiériste préféré et la chaîne hôtelière préférée. La catégorie concernant les sociétés d'assurance voyage a été ajoutée au sondage il y a trois ans, et RBC Assurances s'est classée en tête de cette catégorie chaque année.

RBC Marchés des Capitaux

RBC en tête des classements canadiens concernant les preneurs fermes : À la fin de juillet 2004, RBC Marchés des Capitaux se trouvait en tête des classements canadiens concernant les preneurs fermes de titres de participation, avec 42 transactions totalisant 4,6 milliards de dollars effectuées depuis le 1^{er} janvier 2004.

Nouvelles affaires :

- RBC a mis sur pied Hudson Straits Collateralized Loan Obligation 2004, Ltd., un engagement sous forme de prêts garantis de 435 millions de dollars US. Les fonds seront investis dans des prêts avec levier financier et dans du crédit mezzanine, et l'accent sera mis sur les sociétés du marché milieu de gamme aux États-Unis. Outre les frais prélevés à l'acquisition dans le cadre de ce placement, RBC recevra des frais de gestion permanente de fonds au cours des 12 prochaines années.
- RBC Marchés des Capitaux a agi à titre de conseiller unique auprès de BreitBurn Energy Company LLC, aux fins de la vente de la société à Provident Energy Trust pour un montant de 139 millions de dollars. C'est la première fois qu'un fonds de titres à revenu fixe du secteur pétrolier et gazier au Canada acquiert une société américaine du secteur de l'énergie.

Augmentation des activités en ligne de négociation de titres de participation : Les activités en ligne de négociation de titres de participation de RBC ont continué d'augmenter, un certain nombre de nouveaux clients et de clients existants s'étant prévalus de ce service au troisième trimestre. Cela porte à environ 250 le nombre total de clients institutionnels qui ont recours à ce service d'exécution.

RBC Services Internationaux

Lancement de RiskManager® de BENCHMARK : RiskManager®, le nouvel ajout aux services d'analyse de placements BENCHMARK, est un système interactif en ligne de gestion du risque qui aide les gestionnaires de fonds à évaluer, modéliser et gérer le risque de placement avec souplesse et fermeté. La gamme de produits et services BENCHMARK est conçue de manière à aider les investisseurs institutionnels à mieux comprendre le rendement de leur portefeuille et à satisfaire aux exigences en matière de gouvernance, et elle comporte des outils de gestion des risques liés aux placements et aux responsabilités fiduciaires.

RBC Services Internationaux nommé le « meilleur sous-dépositaire au Canada » : Se basant sur les commentaires d'analystes du secteur, de cadres dirigeants de sociétés et d'experts en technologie, le magazine *Global Finance* a choisi RBC Services Internationaux à titre de meilleur sous-dépositaire au Canada.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 31 juillet 2003	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le		
		31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	4 %	1 717 \$	1 602 \$	1 644 \$	(1)%	4 959 \$	4 986 \$
Revenus autres que d'intérêt	1	2 688	2 750	2 658	4	7 993	7 712
Total des revenus	2	4 405	4 352	4 302	2	12 952	12 698
Dotations à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition	(25)	125	153	167	(57)	250	578
liés aux polices d'assurance	26	422	343	335	8	1 095	1 018
Frais autres que d'intérêt	5	2 720	2 729	2 581	8	8 230	7 654
Bénéfice net	(1)	768	774	776	5	2 335	2 232
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	(60)p.b.	16,8 %	17,3 %	17,4 %	100 p.b.	17,6 %	16,6 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	13 %	194 271 \$	190 518 \$	171 736 \$			
Actif	11	453 419	453 216	409 404			
Dépôts	8	278 132	271 927	257 733			
Débitures subordonnées	29	8 730	8 803	6 780			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	2	17 892	18 002	17 602			
Ratios de capital (règles canadiennes) (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(50)p.b.	9,9 %	10,2 %	10,4 %			
Ratio du capital de première catégorie	(50)	9,1 %	9,3 %	9,6 %			
Ratio du capital total	–	12,7 %	12,9 %	12,7 %			
Ratios de capital (règles américaines) (4)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(60)	9,8 %	10,0 %	10,4 %			
Ratio du capital de première catégorie	(80)	8,1 %	8,3 %	8,9 %			
Ratio du capital total	(30)	11,8 %	12,0 %	12,1 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers) (5)							
À la fin	(1)%	649 066	653 280	658 612	(1)%	649 066	658 612
Moyenne (de base)	(2)	645 074	647 737	660 810	(3)	646 917	663 808
Moyenne (dilué)	(2)	654 768	658 144	668 133	(2)	657 294	671 362
Bénéfice par action							
De base (6)	2 %	1,17 \$	1,17 \$	1,15 \$	9 %	3,55 \$	3,27 \$
Dilué (7)	1	1,15	1,16	1,14	8	3,49	3,23
Cours de l'action							
Haut (8)	– %	61,88 \$	65,64 \$	61,64 \$	– %	61,88 \$	61,64 \$
Bas (8)	2	58,04	60,56	56,75	9	58,04	53,26
À la clôture	4	61,50	60,95	58,90	4	61,50	58,90
Dividendes par action	21	0,52	0,52	0,43	19	1,50	1,26
Valeur comptable par action – à la fin	4	27,81	27,78	26,73	4	27,81	26,73
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	3	39,9	39,8	38,8	3	39,9	38,8
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	2 885	63 506	60 775	60 621			
Guichets automatiques bancaires	(96)	4 369	4 381	4 465			
Unités de service							
Au Canada	(1)	1 300	1 300	1 301			
À l'étranger	101	878	850	777			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(4) Selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(5) Les actions à la fin comprennent les actions de trésorerie. La moyenne des actions de base exclut les actions de trésorerie.

(6) Chiffres correspondants retraités en raison de l'EITF 03-6. Se reporter à la note 1, à la page 21.

(7) Chiffres correspondants retraités pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2003 en raison de l'EITF 03-6. Se reporter à la note 1, à la page 21.

(8) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)**Bilan consolidé** (non vérifié)

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens)				
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 984 \$	3 763 \$	2 887 \$	2 474 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	12 397	10 026	8 928	13 066
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 11 529 \$, 15 395 \$, 11 791 \$ et 5 352 \$)	90 795	95 613	86 719	78 000
Titres susceptibles de vente	37 909	37 368	35 783	36 127
	128 704	132 981	122 502	114 127
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 988	37 187	36 289	43 371
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	82 211	80 201	78 819	77 201
Prêts aux particuliers	38 947	37 701	32 186	31 444
Prêts sur cartes de crédit	7 158	6 739	4 816	5 625
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	65 955	65 877	56 726	57 466
	194 271	190 518	172 547	171 736
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 693)	(1 739)	(2 055)	(2 156)
	192 578	188 779	170 492	169 580
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 499	6 191	5 943	6 391
Montants se rapportant aux produits dérivés	31 215	35 398	36 640	35 782
Locaux et matériel	1 735	1 755	1 655	1 563
Écart d'acquisition	4 894	5 030	4 633	4 778
Autres actifs incorporels	570	594	580	624
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	1 756	1 989	3 321	3 390
Actif lié aux comptes distincts	122	154	224	317
Autres actifs	29 977	29 369	18 497	13 941
	76 768	80 480	71 493	66 786
	453 419 \$	453 216 \$	412 591 \$	409 404 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Au Canada				
Ne portant pas intérêt	28 356 \$	26 649 \$	24 388 \$	23 507 \$
Portant intérêt	139 683	137 258	130 135	130 421
À l'étranger				
Ne portant pas intérêt	3 190	2 640	3 183	3 148
Portant intérêt	106 903	105 380	102 812	100 657
	278 132	271 927	260 518	257 733
Autres				
Acceptations	6 499	6 191	5 943	6 391
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	25 061	25 576	22 743	20 238
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	23 738	25 726	23 735	24 589
Montants se rapportant aux produits dérivés	33 446	38 244	38 427	36 367
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 331	7 612	8 630	8 840
Passif lié aux comptes distincts	122	154	224	317
Autres passifs	48 086	48 583	26 199	28 271
	146 283	152 086	125 901	125 013
Débitures subordonnées	8 730	8 803	6 581	6 780
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 569	1 585	1 474	1 454
Capitaux propres				
Actions privilégiées	813	813	813	822
Actions ordinaires (émises – 649 065 551, 653 279 901, 656 021 122 et 658 611 652)	7 002	7 037	6 999	7 001
Capital d'apport additionnel	227	198	88	86
Bénéfices non répartis	12 424	12 227	11 591	11 278
Actions de trésorerie (5 659 821 et 5 182 558 actions)	(338)	(310)	–	–
Autres éléments du résultat global cumulés	(1 423)	(1 150)	(1 374)	(763)
	18 705	18 815	18 117	18 424
	453 419 \$	453 216 \$	412 591 \$	409 404 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 520 \$	2 375 \$	2 545 \$	7 328 \$	7 591 \$
Titres du compte de négociation	658	626	513	1 888	1 591
Titres susceptibles de vente	179	188	193	548	640
Biens achetés en vertu de conventions de revente	115	126	230	386	620
Dépôts à des banques	71	41	48	158	147
	3 543	3 356	3 529	10 308	10 589
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 300	1 239	1 391	3 832	4 163
Autres passifs	416	410	400	1 199	1 157
Débitures subordonnées	110	105	94	318	283
	1 826	1 754	1 885	5 349	5 603
Revenu net d'intérêt	1 717	1 602	1 644	4 959	4 986
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	632	516	505	1 646	1 497
Revenus tirés des activités de négociation	345	411	533	1 198	1 547
Commissions de courtage en valeurs mobilières	262	320	277	906	766
Commissions de gestion de placements et de services de garde	298	323	278	924	837
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	257	269	270	783	810
Revenus tirés des fonds communs de placement	216	214	168	632	498
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	213	266	224	687	532
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	72	112	75	257	204
Revenus sur cartes	87	72	82	231	218
Revenus tirés de la titrisation	23	56	29	142	104
Commissions de crédit	59	55	58	164	184
Revenus tirés des activités hypothécaires	(3)	46	63	45	192
Gain (perte) à la vente de titres susceptibles de vente	31	18	(11)	56	6
Autres	196	72	107	322	317
	2 688	2 750	2 658	7 993	7 712
Total des revenus	4 405	4 352	4 302	12 952	12 698
Dotation à la provision pour pertes sur créances	125	153	167	250	578
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	422	343	335	1 095	1 018
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 703	1 723	1 621	5 094	4 810
Matériel	220	214	204	641	614
Frais d'occupation	205	187	191	571	554
Communications	174	177	174	501	532
Honoraires	121	124	112	342	327
Impartition de services de traitement	74	79	69	222	219
Amortissement des autres actifs incorporels	16	21	16	53	55
Autres	207	204	194	806	543
	2 720	2 729	2 581	8 230	7 654
Bénéfice net avant impôts	1 138	1 127	1 219	3 377	3 448
Charge d'impôts	342	328	413	959	1 127
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	796	799	806	2 418	2 321
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	25	30	83	89
Bénéfice net	768 \$	774 \$	776 \$	2 335 \$	2 232 \$
Dividendes sur actions privilégiées	12	11	12	34	57
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	756 \$	763 \$	764 \$	2 301 \$	2 175 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	645 074	647 737	660 810	646 917	663 808
Bénéfice par action (en dollars) (1)	1,17 \$	1,17 \$	1,15 \$	3,55 \$	3,27 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	654 768	658 144	668 133	657 294	671 362
Bénéfice dilué par action (en dollars) (2)	1,15 \$	1,16 \$	1,14 \$	3,49 \$	3,23 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,52 \$	0,52 \$	0,43 \$	1,50 \$	1,26 \$

(1) Chiffres correspondants retraités en raison de l'EITF 03-6. Se reporter à la note 1, à la page 21.

(2) Chiffres correspondants retraités pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2003 en raison de l'EITF 03-6. Se reporter à la note 1, à la page 21.

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens)					
Actions privilégiées					
Solde au début	813 \$	813 \$	1 472 \$	813 \$	1 515 \$
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	(634)	–	(634)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	–	–	(16)	–	(59)
Solde à la fin	813	813	822	813	822
Actions ordinaires					
Solde au début	7 037	7 035	7 012	6 999	6 963
Émises	14	42	42	108	154
Achetées aux fins d'annulation	(49)	(40)	(53)	(105)	(116)
Solde à la fin	7 002	7 037	7 001	7 002	7 001
Capital d'apport additionnel					
Solde au début	198	177	78	88	76
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	1	–	7	2	4
Attributions de rémunération à base d'actions	16	26	1	54	6
Montants reclassés	–	–	–	34	–
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46, Consolidation of Variable Interest Entities	–	–	–	42	–
Autres	12	(5)	–	7	–
Solde à la fin	227	198	86	227	86
Bénéfices non répartis					
Solde au début	12 227	11 997	11 053	11 591	10 473
Bénéfice net	768	774	776	2 335	2 232
Dividendes sur actions privilégiées	(12)	(11)	(12)	(34)	(57)
Dividendes sur actions ordinaires	(336)	(336)	(284)	(970)	(836)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(223)	(197)	(243)	(498)	(522)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	–	–	(12)	–	(12)
Solde à la fin	12 424	12 227	11 278	12 424	11 278
Actions de trésorerie					
Solde au début	(310)	(473)	–	–	–
Montants reclassés	–	–	–	(304)	–
Ventes (acquisitions) nettes	(28)	163	–	8	–
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46, Consolidation of Variable Interest Entities	–	–	–	(42)	–
Solde à la fin	(338)	(310)	–	(338)	–
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts connexes					
Gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	60	155	74	60	74
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(838)	(570)	(473)	(838)	(473)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(142)	(232)	(71)	(142)	(71)
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	(503)	(503)	(293)	(503)	(293)
Solde à la fin	(1 423)	(1 150)	(763)	(1 423)	(763)
Capitaux propres à la fin	18 705 \$	18 815 \$	18 424 \$	18 705 \$	18 424 \$
Résultat global, déduction faite des impôts connexes					
Bénéfice net	768 \$	774 \$	776 \$	2 335 \$	2 232 \$
Autres éléments du résultat global					
Variation des gains et des pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	(95)	(82)	(140)	(53)	(128)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(582)	623	(234)	306	(1 174)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	314	(344)	131	(251)	755
Variation des gains et des pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	65	10	(11)	(78)	(5)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	25	9	22	40	61
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	–	–	–	(13)	–
Total du résultat global	495 \$	990 \$	544 \$	2 286 \$	1 741 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	768 \$	774 \$	776 \$	2 335 \$	2 232 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	125	153	167	250	578
Amortissement	99	89	94	283	284
Amortissement des autres actifs incorporels	16	21	16	53	55
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	–	–	–	25	–
Gain à la vente de locaux et de matériel	(9)	(31)	(5)	(45)	(13)
Perte (gain) sur la titrisation de prêts	6	(16)	(19)	(20)	(25)
Réduction de valeur de placements	–	–	–	24	–
(Gain) perte à la vente de titres susceptibles de vente	(31)	(18)	11	(56)	(6)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(487)	377	1 756	(1 505)	1 708
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	98	(100)	17	(123)	102
Impôts exigibles	380	(138)	(2)	(1 134)	257
Impôts reportés	(36)	4	54	(80)	164
Actifs se rapportant aux produits dérivés	4 183	4 209	1 345	5 409	(4 532)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(4 798)	(3 347)	(998)	(4 986)	3 630
Titres du compte de négociation	4 818	(1 521)	3 947	(4 811)	(1 269)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(515)	944	(3 151)	2 318	2 248
Autres	2 179	(1 689)	2 141	5 907	(718)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	6 796	(289)	6 149	3 844	4 695
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(2 371)	936	(278)	(4 047)	(1 580)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(4 943)	(8 120)	(4 293)	(16 987)	(3 919)
Produit tiré de la titrisation de prêts	887	994	434	2 785	742
Produit tiré de la vente de titres susceptibles de vente	4 436	4 331	4 737	13 049	11 859
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres susceptibles de vente	8 234	6 417	5 417	23 288	16 514
Acquisitions de titres susceptibles de vente	(11 392)	(9 645)	(14 694)	(35 500)	(34 287)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(69)	(84)	(87)	(327)	(210)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	(801)	(4 575)	(4 492)	(1 699)	(6 286)
Flux de trésorerie nets (affectés à) provenant de l'acquisition de filiales	(9)	(111)	22	438	(172)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(6 028)	(9 857)	(13 234)	(19 000)	(17 339)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts au Canada	4 132	7 368	5 772	13 516	10 969
Variation des dépôts à l'étranger	2 073	(1 114)	395	4 098	855
Émission de débentures subordonnées	600	1 000	–	3 100	–
Remboursement de débentures subordonnées	(524)	(317)	–	(841)	–
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	–	(634)	–	(634)
Frais d'émission	–	–	(12)	–	(12)
Émission d'actions ordinaires	13	41	41	103	147
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(272)	(237)	(296)	(603)	(638)
Ventes (acquisitions) nettes d'actions de trésorerie	(28)	163	–	8	–
Dividendes versés	(347)	(309)	(308)	(965)	(887)
Dividendes/distributions versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle	(52)	(4)	(52)	(107)	(106)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(1 988)	5 365	2 485	3	3 480
Variation des emprunts à court terme des filiales	(3 154)	(1 389)	(501)	(1 059)	(590)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	453	10 567	6 890	17 253	12 584
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	1 221	421	(195)	2 097	(60)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 763	3 342	2 669	2 887	2 534
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 984 \$	3 763 \$	2 474 \$	4 984 \$	2 474 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 614 \$	1 832 \$	1 870 \$	5 313 \$	5 566 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	138 \$	355 \$	379 \$	2 046 \$	1 555 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et en fonction des mêmes conventions comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, sous réserve des renseignements ci-après. En vertu des PCGR des États-Unis, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 aux pages 72 à 76 du rapport annuel 2003. La direction est d'avis que tous les ajustements nécessaires à une présentation fidèle des résultats de la période ont été apportés. Ces ajustements sont tous de nature récurrente et reflètent les activités normales, sauf indication contraire. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 17 janvier 2003, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FIN 46, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities* qui précise l'application de l'Accounting Research Bulletin 51, intitulé *Consolidated Financial Statements*, aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Le bulletin d'interprétation s'applique avec prise d'effet immédiate à toutes les EDDV créées après le 31 janvier 2003. Le 24 décembre 2003, le FASB a publié le FIN 46 révisé (FIN 46R), qui devait être appliqué aux nouvelles EDDV et aux EDDV existantes avant la fin de la première période de déclaration terminée après le 15 mars 2004. En date du 31 juillet 2004, nous continuons d'appliquer le FIN 46R à toutes les EDDV, comme il est expliqué ci-après.

Titrisation des actifs financiers des clients

L'actif des programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons totalisait 28 milliards de dollars au 31 juillet 2004. Certains de ces fonds multicédants dont l'actif totalise 20,2 milliards de dollars ont été restructurés au cours du premier trimestre de 2004 par la vente d'une participation de membre subordonnée dans chacun d'entre eux à un tiers. La participation de membre subordonnée assume la plus grande part des pertes prévues de chaque fonds multicédant comme il est défini dans le FIN 46R; par conséquent, nous ne sommes pas tenus de les consolider en vertu du FIN 46R. Toutefois, nous continuons de détenir des droits variables importants dans ces fonds multicédants. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à ces fonds multicédants restructurés s'établissait à 19,8 milliards de dollars au 31 juillet 2004, en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis. Ces éléments sont aussi inclus dans notre information présentée à l'égard des garanties, à la note 7. Nous sommes le principal bénéficiaire des fonds multicédants restants dont l'actif s'établit à 7,8 milliards de dollars puisque nous assumons la plus grande part de leurs pertes prévues en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit que nous avons fournis, de même qu'en raison de la variabilité de certains honoraires que nous touchons. Par conséquent, nous les consolidons depuis le 31 janvier 2004. Le papier commercial et les autres passifs de ces fonds multicédants consolidés, présentés dans les autres passifs de notre bilan consolidé, sont sans garantie (sauf lorsque nous sommes partie à des facilités de garantie de liquidités ou à des rehaussements de crédit), et nous n'avons aucun droit sur les actifs détenus par ces fonds multicédants, qui sont présentés dans notre bilan consolidé principalement de la façon suivante : prêts aux particuliers de 3,1 milliards de dollars, prêts sur cartes de crédit de 0,9 milliard et prêts aux entreprises et aux gouvernements de 3,8 milliards. Nous procédons actuellement à la restructuration de ces fonds multicédants consolidés, ce qui pourrait avoir pour incidence que nous n'en serons plus le principal bénéficiaire.

Nos états financiers consolidés comprennent d'autres EDDV dont nous sommes le principal bénéficiaire. Elles sont principalement utilisées aux fins de la création de produits de placement et de produits financiers structurés, et comprennent aussi certaines structures de rémunération; leur actif au 31 juillet 2004 s'établissait à 3,2 milliards de dollars. Les actifs qui soutiennent les obligations de ces EDDV sont présentés dans notre bilan consolidé principalement de la façon suivante : dépôts bancaires portant intérêt de 0,1 milliard de dollars, titres du compte de négociation de 1,3 milliard, titres susceptibles de vente de 0,4 milliard et prêts aux entreprises et aux gouvernements de 1,2 milliard. Nos actions ordinaires détenues par les structures de rémunération, qui se chiffraient à 0,2 milliard de dollars au 31 juillet 2004, sont présentées dans les actions de trésorerie. L'obligation d'octroyer ces actions aux employés est inscrite à titre d'augmentation du capital d'apport additionnel à mesure que la charge au titre du régime de rémunération à base d'actions connexe est constatée.

Nous avons évalué notre participation dans d'autres EDDV et bien que nous ne soyons le principal bénéficiaire d'aucune d'entre elles, nous détenons dans certaines de ces EDDV des droits variables importants. Les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables importants avaient un actif totalisant environ 9,6 milliards de dollars au 31 juillet 2004, et elles comprennent principalement certaines obligations garanties par les créances (OGC), des programmes de papier commercial adossé à des créances administrés par des tiers, des structures de financement structuré et des fonds de placement. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à nos droits variables importants dans chacune de ces EDDV s'établissait à environ 2,7 milliards de dollars au 31 juillet 2004 et comprend principalement nos placements dans ces dernières, des prêts et la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités qui leur ont été consentis, et la juste valeur des dérivés conclus avec elles.

À compter du premier trimestre de l'exercice en cours, nous avons procédé à la déconsolidation d'une OGC dont l'actif totalise 0,4 milliard de dollars parce que la variabilité de nos honoraires à titre de gestionnaire de garanties n'est pas suffisamment importante pour que nous en soyons considérés comme le principal bénéficiaire en vertu du FIN 46R. Nous continuons de ne pas consolider une fiducie de capital qui a été créée en 2003 aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première

catégorie de 0,9 milliard de dollars. Nous avons émis un billet de dépôt de premier rang du même montant à la fiducie. Bien que nous détenions les capitaux propres ordinaires et le contrôle des droits de vote liés à la fiducie, nous ne sommes pas réputés en être le principal bénéficiaire puisque nous n'assumons pas la plus grande part des pertes prévues. À compter du premier trimestre de l'exercice en cours, nous avons procédé, pour des raisons semblables, à la déconsolidation de certaines autres fiducies de capital pour environ 0,2 milliard de dollars.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous titrisons nos actifs par l'intermédiaire de deux entités dont aucune n'avait été consolidée au 31 juillet 2004 en vertu du FIN 46R. Une des entités est une structure d'accueil admissible aux termes de la norme FAS 140 et est donc exemptée expressément de l'exigence de consolidation du FIN 46R, et le degré de notre participation dans la deuxième entité par rapport aux autres investisseurs est tel que nous n'assumons pas la plus grande part des pertes prévues. Pour de plus amples détails ayant trait à nos activités de titrisation, voir la note 3.

Fonds communs de placement et actifs administrés en fiducie

En vertu du FIN 46, nous avons conclu initialement que nous serions le principal bénéficiaire d'entités présentant une faible volatilité du rendement sur leur actif. Puisque le FIN 46R a retiré la disposition du FIN 46 qui exigeait la comparaison entre les honoraires bruts touchés et la variabilité du rendement à laquelle sont exposés les investisseurs ou les bénéficiaires, nous ne nous considérons plus comme le principal bénéficiaire de ces entités et nous ne considérons pas que la variabilité de nos honoraires est importante par rapport au risque assumé par les investisseurs ou les bénéficiaires.

Nous continuons à surveiller les faits nouveaux qui pourraient influencer sur notre interprétation actuelle du FIN 46R.

Classement des couvertures économiques

En décembre 2003, la Securities and Exchange Commission a clarifié sa position relative au classement, dans l'état des résultats, des couvertures économiques qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu du FAS 133. Par conséquent, nous avons reclassé les gains et les pertes réalisés sur ces couvertures, auparavant présentés au poste Revenu d'intérêt – Prêts, dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, de telle sorte que les revenus, les charges et les variations de la juste valeur liés à ces produits dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture sont maintenant tous inscrits au même poste de notre état consolidé des résultats pour le trimestre courant et les périodes antérieures.

Actions de trésorerie

À compter du 1^{er} novembre 2003, nous avons inscrit, à titre de déduction du total des capitaux propres, nos propres actions acquises et détenues par des filiales à des fins autres que leur annulation. Ces actions sont maintenant présentées au poste Actions de trésorerie mais étaient auparavant classées dans les titres du compte de négociation et dans les autres actifs. Le solde en circulation au début de l'exercice a été reclassé dans les actions de trésorerie plutôt que dans les actifs. Les actions de trésorerie sont inscrites à leur coût historique et subissent une réduction au moment de la revente ou du transfert aux employés en vertu de certaines ententes de rémunération à base d'actions. Tout gain ou toute perte sur la revente ou le transfert d'actions de trésorerie est constaté dans le capital d'apport additionnel ou imputé aux bénéfices non répartis, respectivement.

Divulgaration de renseignements par les employeurs relativement aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite

En décembre 2003, le FASB a publié le FAS 132 (révisé en 2003), intitulé *Employers' Disclosures about Pensions and Other Postretirement Benefits, an amendment of FASB Statements No. 87, 88 and 106 (FAS 132R)*, qui exige la divulgation de renseignements supplémentaires relatifs aux actifs, aux obligations, aux flux de trésorerie et au coût net des prestations périodiques liés aux régimes de retraite à prestations déterminées et à d'autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Cette norme ne modifie pas les méthodes de mesure ou de constatation pour ces régimes. L'information exigée pour les régimes de retraite doit être présentée distinctement de celle relative aux autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Les nouvelles exigences en matière de présentation sont en vigueur pour les exercices des sociétés ouvertes se terminant après le 15 décembre 2003, et prendront effet à une date ultérieure dans le cas de certains renseignements et dans le cas des régimes étrangers. En ce qui a trait aux périodes intermédiaires, les exigences sont en vigueur pour les périodes débutant après le 15 décembre 2003. Nous avons adopté le FAS 132R au deuxième trimestre de 2004, et les renseignements supplémentaires relatifs aux périodes intermédiaires sur nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite sont présentés à la note 5.

Modification de la présentation des états financiers

Au deuxième trimestre de 2004, nous avons révisé la présentation de certains éléments de notre bilan consolidé et nous avons décidé de reclasser certains certificats de dépôt détenus à des fins de négociation totalisant 5,0 milliards de dollars au 31 juillet 2004, 5,7 milliards au 31 octobre 2003 et 5,7 milliards au 31 juillet 2003, auparavant présentés dans le poste Dépôts productifs d'intérêts à des banques, dans le poste Titres du compte de négociation afin de refléter de manière plus appropriée la nature de ces instruments.

Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action (EITF 03-6)

Le Emerging Issues Task Force (EITF) en est venu à un consensus final relativement à l'EITF 03-6, intitulé *Participating Securities and the Two-Class Method under FASB Statement No. 128, Earnings per Share*, qui a par la suite été approuvé par le FASB le 31 mars 2004. Le consensus final exige une modification du calcul du bénéfice par action afin de refléter certaines valeurs mobilières ou certains autres instruments ou contrats qui confèrent à leur détenteur un droit de participation dans les bénéfices non répartis de l'entité publiante lorsque ce droit est obligatoire et peut être déterminé de façon objective. Ce consensus est en vigueur pour les exercices ouverts après le 31 mars 2004 et exige un ajustement rétroactif du bénéfice par action déclaré pour les périodes antérieures. Pour toutes les périodes présentées, l'EITF 03-6 a réduit le bénéfice par action de moins de un cent, sauf pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004 où la réduction s'est établie à environ un cent. Le bénéfice de base par action pour toutes les périodes antérieures présentées et le bénéfice dilué par action pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2003 ont été retraités pour refléter une réduction de un cent par action.

Constataion des engagements de prêt comptabilisés à titre d'instruments dérivés

Le 9 mars 2004, la SEC a publié le Staff Accounting Bulletin No. 105, intitulé *Application of Accounting Principles to Loan Commitments* (SAB 105), qui précise que les actifs de gestion intégrés dans des engagements de prêt susceptibles de vente doivent être constatés uniquement lorsqu'ils ont été contractuellement séparés des prêts connexes. Le SAB 105 s'applique à tous les engagements de prêt conclus après le 31 mars 2004. L'application du SAB 105 a eu une incidence sur nos activités ce trimestre, en reportant la constatation de produits de 9 millions de dollars.

Modifications comptables futures**Perte de valeur de certains placements (EITF 03-1)**

En mars 2004, le FASB a approuvé le consensus établi par l'EITF relativement à l'EITF 03-1, intitulé *The Meaning of Other-than-Temporary Impairment and its Application to Certain Investments*. L'EITF 03-1 s'applique aux placements classés à titre de placements susceptibles de vente ou de placements détenus jusqu'à l'échéance en vertu du FAS 115, ainsi qu'aux placements en actions comptabilisés à la valeur d'acquisition. Il fournit des directives relatives à l'établissement d'une perte de valeur pour un placement, à l'établissement du caractère durable de cette perte de valeur, et à la mesure de la perte de valeur. L'EITF 03-1 indique aussi les informations quantitatives et qualitatives à fournir au sujet des pertes non réalisées qui n'ont pas été comptabilisées comme des pertes durables, et est applicable aux périodes de déclaration ouvertes à compter du 15 juin 2004. Nous évaluons actuellement l'incidence, le cas échéant, de l'adoption de l'EITF 03-1 sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Autres

Par suite de la publication, par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, du chapitre 1100 intitulé *Principes comptables généralement reconnus*, nous procédons à l'examen de nos pratiques actuelles, principalement celles ayant trait à la compensation de certains actifs et passifs ainsi qu'au procédé utilisé pour déterminer les renseignements relatifs à la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction. Par conséquent, nous procédons aussi à l'examen de ces pratiques en vertu des PCGR des États-Unis.

Note 2 Acquisitions**Acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company**

Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2004, RBC Assurances a acquis les activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (Unum Provident), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Dans le cadre de cette opération, RBC Assurances a pris en charge les obligations au titre des polices de Unum Provident. Les actifs acquis (incluant la valeur des activités acquises) et les passifs pris en charge ont une même valeur approximative de 2,2 milliards de dollars. Les actifs et passifs représentent principalement les placements et les provisions techniques, respectivement. Un montant d'environ 611 millions de dollars a été constaté au titre de la valeur des activités acquises.

Acquisition de William R. Hough & Co., Inc.

Le 27 février 2004, RBC Dain Rauscher Inc. a acquis la totalité des actions en circulation de William R. Hough & Co., Inc., une société fermée ayant son siège à St. Petersburg, en Floride, offrant des services de placement traditionnels et étant spécialisée dans les instruments à revenu fixe et la prise ferme, principalement dans le sud-est des États-Unis et au Texas. Le prix d'acquisition s'est établi à environ 107 millions de dollars US, y compris les frais de clôture, et l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis s'est chiffré à environ 87 millions de dollars US, montant qui a été principalement attribué à l'écart d'acquisition.

Acquisition de Provident Financial Group Inc.

Le 21 novembre 2003, RBC Centura Banks, Inc. a acquis les activités de Provident Financial Group Inc. (Provident), société ayant son siège à Cincinnati, en Ohio. Les activités comprenaient toutes les activités de Provident en Floride, incluant 13 succursales servant des régions de l'ouest de la Floride. La contrepartie comprenait un montant en espèces de 81 millions de dollars US et la prise en charge d'un passif corporel net évalué à environ 27 millions de dollars US. Ce montant représentait une contrepartie totale excédentaire d'environ 108 millions de dollars US et a été réparti entre les actifs incorporels liés à des dépôts de base et l'écart d'acquisition, pour environ 10 millions de dollars US et 98 millions de dollars US, respectivement.

Note 3 Titrisations

Au cours du troisième trimestre de 2004, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,1 milliard de dollars (4 milliards au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) par la création de titres hypothécaires. Nous avons vendu pour 799 millions de dollars (2,6 milliards au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) de ces titres, pour un produit net en espèces de 775 millions (2,5 milliards au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 17 millions (66 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) sur les prêts hypothécaires résidentiels. Une perte avant impôts de 7 millions de dollars (gain avant impôts de 30 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constatée au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres susceptibles de vente.

Note 4 Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par la norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, eu égard aux nouvelles attributions faites après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions faites avant le 1^{er} novembre 2002 :

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Tel que déclaré :					
Bénéfice net	768 \$	774 \$	776 \$	2 335 \$	2 232 \$
Bénéfice par action	1,17	1,17	1,15	3,55	3,27
Bénéfice dilué par action	1,15	1,16	1,14	3,49	3,23
Pro forma :					
Bénéfice net	761 \$	769 \$	768 \$	2 314 \$	2 201 \$
Bénéfice par action	1,16	1,17	1,14	3,51	3,22
Bénéfice dilué par action	1,15	1,15	1,13	3,47	3,19

Note 5	Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite
--------	--

Charge au titre des prestations constituées

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2004	2004	2003	2004	2003
Coût des services rendus	34 \$	33 \$	30 \$	101 \$	90 \$
Intérêts débiteurs	84	82	75	248	227
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	(78)	(79)	(76)	(235)	(226)
Amortissement de l'actif transitoire	(1)	-	(1)	(1)	(2)
Amortissement du coût des services passés	8	8	7	24	22
Amortissement de la perte actuarielle nette	21	21	3	63	11
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	68	65	38	200	122
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	15	18	17	51	51
Charge au titre des prestations constituées	83 \$	83 \$	55 \$	251 \$	173 \$

Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2004	2004	2003	2004	2003
Coût des services rendus	12 \$	12 \$	10 \$	36 \$	30 \$
Intérêts débiteurs	23	23	20	69	60
Amortissement de l'obligation transitoire	5	4	4	13	13
Amortissement de la perte actuarielle nette	8	8	6	24	18
Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-	1
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	48 \$	47 \$	40 \$	142 \$	122 \$

Contributions de l'employeur

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2004, nous avons contribué pour un montant de 71 millions de dollars et un montant de 132 millions, respectivement, à nos régimes à prestations déterminées, et pour un montant de 8 millions et un montant de 24 millions, respectivement, à nos régimes d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite. Au 31 juillet 2004, les contributions prévues à nos régimes à prestations déterminées et à nos régimes d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite pour le reste de l'exercice se chiffraient à 31 millions de dollars et à 8 millions, respectivement.

Note 6	Opérations importantes portant sur les capitaux propres
--------	--

Le 7 juillet 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 6,05 % échéant le 7 juillet 2009 pour un montant de 175 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 29 juin 2004, nous avons annoncé notre intention de rembourser le 12 octobre 2004 toutes les débetures subordonnées impayées à 6,00 % échéant le 12 octobre 2009, pour un montant de 150 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 18 juin 2004, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 25 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats pourront être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2004. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités précédente, échue le 23 juin 2004, nous avons racheté 14 098 900 actions ordinaires à un prix moyen de 60,60 \$ par action. Au cours du trimestre, nous avons racheté 2 896 500 actions ordinaires à un prix moyen de 59,55 \$ par action, de même que 1 669 713 actions ordinaires à un prix moyen de 59,92 \$ par action, en vertu des offres publiques de rachat dans le cours normal de nos activités précédente et actuelle, respectivement.

Le 18 juin 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 600 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,95 % (versé semestriellement) jusqu'au 18 juin 2014. Les débetures subordonnées sont rachetables au pair le 18 juin 2014. Si les billets ne sont pas rachetés, le coupon sera rajusté le 18 juin 2014 et à la fin de toute période de cinq ans par la suite au taux du gouvernement du Canada pour cinq ans majoré de 1,72 % (versé semestriellement), jusqu'à l'échéance des débetures subordonnées le 18 juin 2103. Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 18 juin 2014 est de 5,95 %.

Le 11 juin 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,10 % échéant le 11 juin 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 13 avril 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 4,18 % (versé semestriellement) jusqu'au 1^{er} juin 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 1^{er} juin 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 1^{er} juin 2009 est de 4,181 %.

Le 12 avril 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,40 % échéant le 12 avril 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 27 janvier 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 500 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 3,96 % (versé semestriellement) jusqu'au 27 janvier 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 27 janvier

2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 99,964 \$ et le rendement jusqu'au 27 janvier 2009 est de 3,968 %.

Le 3 novembre 2003, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,45 % (versé semestriellement) jusqu'au 4 novembre 2013, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 4 novembre 2018 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 4 novembre 2013 est de 5,45 %.

Note 7	Garanties et éventualités
--------	----------------------------------

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes du FIN 45, *Guarantor's Accounting and Disclosure Requirements for Guarantees, Including Indirect Guarantees of Indebtedness of Others*.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers au 31 juillet 2004. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximale en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en nantissement.

	Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties
Dérivés de crédit/options vendues (1)	24 608 \$
Facilités de garantie de liquidités	19 065
Lettres de crédit de soutien financier/garanties d'exécution	14 609
Produits à valeur stable (1)	7 472
Rehaussements de crédit	3 964
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	51

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Au 31 juillet 2004, nous avons constaté dans notre bilan consolidé un montant de 310 millions de dollars relativement à ces garanties.

Veillez vous reporter à la note 20 de notre rapport annuel 2003 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation. Aucun montant n'a été constaté dans notre bilan consolidé relativement à ces ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées ont été ajoutées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés), de même que de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

La Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont aussi été nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California c. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la

poursuite principale intitulée *Newby c. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demandereses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Il est impossible de prédire l'issue finale de ces poursuites, non plus que le moment de leur règlement. La direction surveille le déroulement de ces poursuites sur une base continue et exercera son meilleur jugement afin de les régler dans ce qu'elle déterminera être notre intérêt. Dans chacune de ces affaires, nous nous défendons vigoureusement. Toutefois, en raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant que les poursuites fassent l'objet d'un règlement ou d'une décision judiciaire, ainsi que du contexte judiciaire actuel difficile, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires, car il est actuellement impossible de déterminer notre risque ultime en la matière. Bien qu'il soit peu probable que la résolution définitive de ces poursuites et autres procédures ait une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, la direction est d'avis qu'elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation au cours de toute période donnée.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 8 | Règlement relatif à Rabobank

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date à laquelle elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US plus les intérêts courus, conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank) a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap.

En octobre 2003, nous avons touché un règlement évalué à environ 195 millions de dollars US plus les intérêts courus aux termes d'un règlement à l'amiable avec Enron Corporation, le comité des créanciers d'Enron ainsi que Rabobank. Le règlement a réduit le montant dû par Rabobank à 322 millions de dollars US plus les intérêts courus.

Le 16 février 2004, la Banque Royale du Canada a annoncé qu'elle avait conclu un règlement confidentiel au terme d'une médiation non exécutoire avec Rabobank, mettant fin au litige. Le règlement, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts, a diminué de 74 millions de dollars le bénéfice net au premier trimestre de 2004.

Note 9 | Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques (1)

a) Résultats trimestriels par secteurs d'exploitation

	RBC Banque			RBC Investissements			RBC Assurances			RBC Marchés des Capitaux		
	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03
Revenu net d'intérêt	1 407 \$	1 356	1 422 \$	108 \$	104 \$	103 \$	-\$	-\$	-\$	196 \$	154 \$	88 \$
Revenus autres que d'intérêt	526	528	538	817	877	801	632	516	505	485	579	600
Total des revenus	1 933	1 884	1 960	925	981	904	632	516	505	681	733	688
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	128	152	135	2	1	-	-	-	-	3	13	39
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	422	343	335	-	-	-
Frais autres que d'intérêt	1 220	1 204	1 163	755	772	733	128	105	117	463	486	420
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	195	184	248	55	68	58	7	3	(4)	50	55	82
Bénéfice net (perte nette)	390 \$	344 \$	414 \$	113 \$	140 \$	113 \$	75 \$	65 \$	57 \$	165 \$	179 \$	147 \$

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03
Revenu net d'intérêt	44 \$	40 \$	42 \$	(38) \$	(52) \$	(11) \$	1 717 \$	1 602 \$	1 644 \$
Revenus autres que d'intérêt	195	189	176	33	61	38	2 688	2 750	2 658
Total des revenus	239	229	218	(5)	9	27	4 405	4 352	4 302
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	(3)	-	(8)	(10)	(7)	125	153	167
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	422	343	335
Frais autres que d'intérêt	157	154	149	(3)	8	(1)	2 720	2 729	2 581
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	22	22	20	41	21	39	370	353	443
Bénéfice net (perte nette)	60 \$	56 \$	49 \$	(35) \$	(10) \$	(4) \$	768 \$	774 \$	776 \$

b) Résultats trimestriels par secteurs géographiques

	31 juillet 2004				30 avril 2004				31 juillet 2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 342 \$	249 \$	126 \$	1 717 \$	1 202 \$	287 \$	113 \$	1 602 \$	1 287 \$	299 \$	58 \$	1 644 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 481	833	374	2 688	1 480	851	419	2 750	1 349	843	466	2 658
Total des revenus	2 823	1 082	500	4 405	2 682	1 138	532	4 352	2 636	1 142	524	4 302
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	109	31	(15)	125	127	22	4	153	130	27	10	167
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	237	95	90	422	141	103	99	343	116	105	114	335
Frais autres que d'intérêt	1 599	867	254	2 720	1 606	909	214	2 729	1 495	868	218	2 581
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	344	11	15	370	289	35	29	353	378	51	14	443
Bénéfice net (perte nette)	534 \$	78 \$	156 \$	768 \$	519 \$	69 \$	186 \$	774 \$	517 \$	91 \$	168 \$	776 \$

c) Résultats de la période de neuf mois par secteurs d'exploitation

	RBC Banque		RBC Investissements		RBC Assurances		RBC Marchés des Capitaux	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	4 120 \$	4 168 \$	316 \$	326 \$	– \$	– \$	515 \$	303 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 566	1 619	2 519	2 290	1 646	1 497	1 637	1 690
Total des revenus	5 686	5 787	2 835	2 616	1 646	1 497	2 152	1 993
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	345	423	4	–	–	–	(54)	174
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 095	1 018	–	–
Frais autres que d'intérêt	3 577	3 494	2 255	2 189	340	316	1 584	1 240
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	601	695	183	141	10	(4)	128	219
Bénéfice net (perte nette)	1 163 \$	1 175 \$	393 \$	286 \$	201 \$	167 \$	494 \$	360 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	129 \$	123 \$	(121) \$	66 \$	4 959 \$	4 986 \$
Revenus autres que d'intérêt	559	505	66	111	7 993	7 712
Total des revenus	688	628	(55)	177	12 952	12 698
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(17)	2	(28)	(21)	250	578
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 095	1 018
Frais autres que d'intérêt	466	436	8	(21)	8 230	7 654
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	66	56	54	109	1 042	1 216
Bénéfice net (perte nette)	173 \$	134 \$	(89) \$	110 \$	2 335 \$	2 232 \$

d) Résultats de la période de neuf mois par secteurs géographiques

	2004				2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	3 834 \$	790 \$	335 \$	4 959 \$	3 889 \$	926 \$	171 \$	4 986 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 268	2 531	1 194	7 993	3 800	2 527	1 385	7 712
Total des revenus	8 102	3 321	1 529	12 952	7 689	3 453	1 556	12 698
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	244	53	(47)	250	414	81	83	578
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	530	309	256	1 095	402	279	337	1 018
Frais autres que d'intérêt	4 669	2 849	712	8 230	4 365	2 646	643	7 654
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	964	(4)	82	1 042	1 005	170	41	1 216
Bénéfice net (perte nette)	1 695 \$	114 \$	526 \$	2 335 \$	1 503 \$	277 \$	452 \$	2 232 \$

(1) Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation principaux : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information. Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de ces secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds, des biens et des services entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque, ces méthodes étant assujetties à un examen continu. La volatilité liée à certaines stratégies de couverture économique pour lesquelles les instruments dérivés ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture, ou pour lesquelles la relation de couverture désignée est inefficace, est assumée par la trésorerie générale lorsque cette dernière assure la surveillance de gestion des stratégies de couverture d'autres unités.

Aux fins de la présentation des résultats par secteurs géographiques, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations comptabilisées dans la devise locale de référence sont assujetties aux variations du taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Au cours du deuxième trimestre de 2004, nous avons procédé à l'examen de la présentation des résultats par secteurs géographiques et nous avons reclassé certains montants afin de refléter de manière plus appropriée la façon dont la direction examine ces résultats, conformément à la méthodologie présentée plus haut. Au sein de RBC Assurances, certains montants relatifs à la réassurance, auparavant présentés dans les secteurs États-Unis ou Canada, ont été reclassés dans le secteur Autres pays. Dans le secteur Autres, certains chiffres comparatifs liés à la vente à Solutions Moneris, Inc. du portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants de RBC Centura au cours du premier trimestre de 2004, auparavant présentés dans le secteur Canada, ont été reclassés dans le secteur États-Unis.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)

Prêts à intérêts non comptabilisés (2)

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts à intérêts non comptabilisés					
Prêts hypothécaires résidentiels	135 \$	147 \$	130 \$	131 \$	128 \$
Prêts aux particuliers	198	225	229	235	260
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 089	1 266	1 437	1 379	1 511
Total	1 422 \$	1 638 \$	1 796 \$	1 745 \$	1 899 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts et des acceptations connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,16 %	0,18 %	0,17 %	0,17 %	0,17 %
Prêts aux particuliers	0,51 %	0,60 %	0,64 %	0,73 %	0,83 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1,50 %	1,76 %	2,08 %	2,20 %	2,37 %
Total	0,71 %	0,83 %	0,95 %	0,98 %	1,07 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Provision cumulative au début	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	2 164 \$	2 314 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	125	153	167	250	578
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(2)	(1)	(3)	(4)	(6)
Prêts aux particuliers	(83)	(97)	(91)	(256)	(285)
Prêts sur cartes de crédit	(55)	(52)	(50)	(152)	(144)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(91)	(166)	(123)	(326)	(287)
	(231)	(316)	(267)	(738)	(722)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	17	16	18	49	51
Prêts sur cartes de crédit	11	10	10	29	27
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	20	15	12	84	49
	48	41	40	162	127
Radiations nettes	(183)	(275)	(227)	(576)	(595)
Acquisition de Provident Financial Group Inc.	–	–	–	6	–
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	–	–	–	–	8
Ajustements	(5)	15	(10)	22	(40)
Provision cumulative à la fin	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	1 866 \$	2 265 \$
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,36 %	0,58 %	0,52 %	0,40 %	0,45 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	29 \$	27 \$	36 \$	29 \$	36 \$
Prêts aux particuliers	445	444	442	445	442
Prêts sur cartes de crédit	192	176	152	192	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	976	1 039	1 388	976	1 388
Provision cumulative attribuée	1 642	1 686	2 018	1 642	2 018
Provision cumulative non attribuée	224	243	247	224	247
Total	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	1 866 \$	2 265 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions spécifiques attribuées	602 \$	660 \$	849 \$	602 \$	849 \$
Provision générale attribuée	1 040	1 026	1 169	1 040	1 169
Total de la provision cumulative attribuée	1 642	1 686	2 018	1 642	2 018
Provision cumulative générale non attribuée	224	243	247	224	247
Total	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	1 866 \$	2 265 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	1 693 \$	1 739 \$	2 156 \$	1 693 \$	2 156 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	173	190	109	173	109
Total	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	1 866 \$	2 265 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts et des acceptations	0,8 %	0,9 %	1,2 %	0,8 %	1,2 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,7 %	0,7 %	1,0 %	0,7 %	1,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture)	119 %	106 %	114 %	119 %	114 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés sont présentés à leurs montants bruts.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 31 juillet 2003	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le		
		31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	4 %	1 713 \$	1 601 \$	1 654 \$	– %	4 970 \$	4 984 \$
Revenus autres que d'intérêt	2	2 859	2 940	2 794	5	8 509	8 074
Total des revenus	3	4 572	4 541	4 448	3	13 479	13 058
Dotations à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés	(26)	125	149	170	(57)	249	581
aux polices d'assurance	36	575	508	424	30	1 535	1 183
Frais autres que d'intérêt	5	2 743	2 747	2 615	7	8 297	7 785
Bénéfice net	(5)	746	763	783	2	2 299	2 259
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	(140)p.b.	16,1 %	16,8 %	17,5 %	20 p.b.	17,0 %	16,8 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	8 %	183 774 \$	180 247 \$	169 523 \$			
Actif	7	434 211	433 438	403 979			
Dépôts	8	277 525	271 310	256 451			
Débitures subordonnées	31	8 440	8 423	6 440			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	3	18 192	18 324	17 705			
Ratios de capital (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(50)p.b.	9,9 %	10,2 %	10,4 %			
Ratio du capital de première catégorie	(50)	9,1 %	9,3 %	9,6 %			
Ratio du capital total	–	12,7 %	12,9 %	12,7 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers) (4)							
À la fin	(1)%	649 066	653 280	658 612	(1)%	649 066	658 612
Moyenne (de base)	(2)	646 019	648 676	660 810	(2)	647 545	663 808
Moyenne (dilué)	(2)	654 275	657 520	667 543	(2)	656 730	670 755
Bénéfice par action							
De base	(3)%	1,14 \$	1,16 \$	1,17 \$	5 %	3,50 \$	3,32 \$
Dilué	(3)	1,12	1,14	1,16	5	3,45	3,28
Cours de l'action							
Haut (5)	– %	61,88 \$	65,64 \$	61,64 \$	– %	61,88 \$	61,64 \$
Bas (5)	2	58,04	60,56	56,75	9	58,04	53,26
À la clôture	4	61,50	60,95	58,90	4	61,50	58,90
Dividendes par action	21	0,52	0,52	0,43	19	1,50	1,26
Valeur comptable par action – à la fin	5	28,23	28,23	26,88	5	28,23	26,88
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	3	39,9	39,8	38,8	3	39,9	38,8
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	2 885	63 506	60 775	60 621			
Guichets automatiques bancaires	(96)	4 369	4 381	4 465			
Unités de service							
Au Canada	(1)	1 300	1 300	1 301			
À l'étranger	101	878	850	777			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(4) Les actions à la fin comprennent les actions de trésorerie. La moyenne des actions de base exclut les actions de trésorerie.

(5) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens)				
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 984 \$	3 763 \$	2 887 \$	2 474 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	12 371	10 007	8 962	13 101
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 11 529 \$, 15 395 \$, 11 791 \$ et 5 352 \$)	91 093	95 938	87 532	77 622
Titres du compte de placement	37 620	36 842	35 238	35 499
Titres de substitut de prêt	301	304	325	336
	129 014	133 084	123 095	113 457
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 988	37 187	36 289	43 371
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	82 209	80 199	78 817	77 199
Prêts aux particuliers	35 843	34 503	32 186	31 444
Prêts sur cartes de crédit	6 307	5 917	4 816	5 625
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 108	61 367	56 630	57 411
	185 467	181 986	172 449	171 679
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 693)	(1 739)	(2 055)	(2 156)
	183 774	180 247	170 394	169 523
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 499	6 191	5 943	6 391
Montants se rapportant aux produits dérivés	30 228	34 328	35 612	34 740
Locaux et matériel	1 758	1 775	1 670	1 576
Écart d'acquisition	4 849	4 986	4 587	4 735
Autres actifs incorporels	570	594	580	624
Autres actifs	22 176	21 276	13 014	13 987
	66 080	69 150	61 406	62 053
	434 211 \$	433 438 \$	403 033 \$	403 979 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	114 622 \$	111 758 \$	106 709 \$	106 776 \$
Entreprises et gouvernements	132 465	131 793	129 860	123 032
Banques	30 438	27 759	22 576	26 643
	277 525	271 310	259 145	256 451
Autres				
Acceptations	6 499	6 191	5 943	6 391
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	25 061	25 576	22 855	21 792
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	23 738	25 726	23 735	24 589
Montants se rapportant aux produits dérivés	32 845	37 512	37 775	35 721
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 792	5 512	5 256	5 442
Autres passifs	31 871	31 563	21 318	26 252
	126 806	132 080	116 882	120 187
Débitures subordonnées	8 440	8 423	6 243	6 440
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 416	2 469	2 388	2 355
Capitaux propres				
Actions privilégiées	832	832	832	841
Actions ordinaires (émises – 649 065 551, 653 279 901, 656 021 122 et 658 611 652)	7 023	7 058	7 018	7 019
Capital d'apport additionnel	167	140	85	84
Bénéfices non répartis	12 128	11 953	11 333	11 075
Actions de trésorerie (4 708 748 et 4 243 196 actions)	(284)	(257)	–	–
Écart de conversion	(842)	(570)	(893)	(473)
	19 024	19 156	18 375	18 546
	434 211 \$	433 438 \$	403 033 \$	403 979 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 469 \$	2 315 \$	2 560 \$	7 219 \$	7 612 \$
Valeurs mobilières	837	814	706	2 436	2 231
Biens achetés en vertu de conventions de revente	115	126	230	386	620
Dépôts à des banques	57	41	49	144	149
	3 478	3 296	3 545	10 185	10 612
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 273	1 225	1 390	3 777	4 162
Autres passifs	382	365	407	1 120	1 183
Débitures subordonnées	110	105	94	318	283
	1 765	1 695	1 891	5 215	5 628
Revenu net d'intérêt	1 713	1 601	1 654	4 970	4 984
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	792	675	595	2 080	1 680
Revenus tirés des activités de négociation	347	410	533	1 198	1 547
Commissions de courtage en valeurs mobilières	262	320	277	906	766
Commissions de gestion de placements et de services de garde	298	323	278	924	837
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	257	269	270	783	810
Revenus tirés des fonds communs de placement	216	214	168	632	498
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	213	266	221	687	529
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	72	112	75	257	204
Revenus sur cartes	150	124	137	400	374
Revenus tirés de la titrisation	24	59	30	146	105
Commissions de crédit	59	55	58	164	184
Revenus tirés des activités hypothécaires	(3)	46	63	45	210
Gain (perte) à la vente de titres du compte de placement	31	14	(13)	49	20
Autres	141	53	102	238	310
	2 859	2 940	2 794	8 509	8 074
Total des revenus	4 572	4 541	4 448	13 479	13 058
Dotations à la provision pour pertes sur créances	125	149	170	249	581
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	575	508	424	1 535	1 183
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 714	1 729	1 630	5 119	4 845
Matériel	235	228	221	684	667
Frais d'occupation	207	189	193	577	560
Communications	177	180	178	510	541
Honoraires	121	124	112	342	327
Impartition de services de traitement	74	79	69	222	219
Amortissement des autres actifs incorporels	16	21	16	53	55
Autres	199	197	196	790	571
	2 743	2 747	2 615	8 297	7 785
Bénéfice net avant impôts	1 129	1 137	1 239	3 398	3 509
Charge d'impôts	340	337	425	977	1 160
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	789	800	814	2 421	2 349
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	43	37	31	122	90
Bénéfice net	746 \$	763 \$	783 \$	2 299 \$	2 259 \$
Dividendes sur actions privilégiées	12	11	12	34	57
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	734 \$	752 \$	771 \$	2 265 \$	2 202 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	646 019	648 676	660 810	647 545	663 808
Bénéfice par action (en dollars)	1,14 \$	1,16 \$	1,17 \$	3,50 \$	3,32 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	654 275	657 520	667 543	656 730	670 755
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,12 \$	1,14 \$	1,16 \$	3,45 \$	3,28 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,52 \$	0,52 \$	0,43 \$	1,50 \$	1,26 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens)					
Actions privilégiées					
Solde au début	832 \$	832 \$	1 502 \$	832 \$	1 545 \$
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	(645)	–	(645)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	–	–	(16)	–	(59)
Solde à la fin	832	832	841	832	841
Actions ordinaires					
Solde au début	7 058	7 055	7 030	7 018	6 979
Émises	14	43	42	110	156
Achetées aux fins d'annulation	(49)	(40)	(53)	(105)	(116)
Solde à la fin	7 023	7 058	7 019	7 023	7 019
Capital d'apport additionnel					
Solde au début	140	130	80	85	78
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	–	3	(1)	–
Attributions de rémunération à base d'actions	15	15	1	42	6
Montants reclassés	–	–	–	34	–
Autres	12	(5)	–	7	–
Solde à la fin	167	140	84	167	84
Bénéfices non répartis					
Solde au début	11 953	11 734	10 835	11 333	10 235
Bénéfice net	746	763	783	2 299	2 259
Dividendes sur actions privilégiées	(12)	(11)	(12)	(34)	(57)
Dividendes sur actions ordinaires	(336)	(336)	(284)	(970)	(836)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(223)	(197)	(243)	(498)	(522)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	–	–	(4)	–	(4)
Incidence cumulative de l'adoption de la NOC-17, <i>Contrats de dépôt indexés sur actions</i>	–	–	–	(2)	–
Solde à la fin	12 128	11 953	11 075	12 128	11 075
Actions de trésorerie					
Solde au début	(257)	(431)	–	–	–
Montants reclassés	–	–	–	(304)	–
Ventes (acquisitions) nettes	(27)	174	–	20	–
Solde à la fin	(284)	(257)	–	(284)	–
Écart de conversion, déduction faite des impôts connexes					
Solde au début	(570)	(849)	(370)	(893)	(54)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(586)	623	(234)	302	(1 174)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	314	(344)	131	(251)	755
Solde à la fin	(842)	(570)	(473)	(842)	(473)
Capitaux propres à la fin	19 024 \$	19 156 \$	18 546 \$	19 024 \$	18 546 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens)					
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	746 \$	763 \$	783 \$	2 299 \$	2 259 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	125	149	170	249	581
Amortissement	102	92	98	292	299
Amortissement des autres actifs incorporels	16	21	16	53	55
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	–	–	–	25	–
Gain à la vente de locaux et de matériel	(9)	(31)	(5)	(45)	(13)
Perte (gain) sur la titrisation de prêts	6	(16)	(19)	(20)	(25)
Réduction de valeur de placements	–	–	–	9	–
(Gain) perte à la vente de titres du compte de placement	(31)	(14)	13	(49)	(20)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(315)	269	56	(59)	232
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	127	(101)	14	(72)	67
Impôts exigibles	380	(138)	(2)	(1 134)	257
Impôts reportés	(42)	–	132	(79)	234
Actifs se rapportant aux produits dérivés	4 100	4 022	1 344	5 384	(4 482)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(4 667)	(3 095)	(1 074)	(4 930)	3 584
Titres du compte de négociation	4 845	(1 525)	4 650	(3 736)	(2 020)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(515)	944	(462)	2 206	2 682
Autres	1 904	(1 425)	510	3 458	(19)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	6 772	(85)	6 224	3 851	3 671
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(2 364)	937	(284)	(4 588)	(1 585)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(4 671)	(8 276)	(4 295)	(16 926)	(3 927)
Produit tiré de la titrisation de prêts	887	994	434	2 785	742
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	4 436	4 327	4 689	13 023	11 637
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	8 231	6 409	5 417	23 283	16 504
Acquisitions de titres du compte de placement	(11 626)	(9 787)	(14 781)	(35 732)	(34 231)
Variation des titres de substitut de prêt	3	8	46	24	58
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(75)	(88)	(91)	(344)	(224)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	(801)	(4 575)	(4 492)	(1 699)	(6 286)
Flux de trésorerie nets (affectés à) provenant de l'acquisition de filiales	(9)	(111)	22	438	(172)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(5 989)	(10 162)	(13 335)	(19 736)	(17 484)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	6 215	6 344	5 296	18 380	12 096
Émission de titres par Fiducie de capital RBC II (RBC TruCS)	–	–	900	–	900
Émission de débentures subordonnées	600	1 000	–	3 100	–
Remboursement de débentures subordonnées	(524)	(317)	–	(841)	–
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	–	(645)	–	(645)
Frais d'émission	–	–	(4)	–	(4)
Émission d'actions ordinaires	13	41	41	103	147
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(272)	(237)	(296)	(603)	(638)
Ventes (acquisitions) nettes d'actions de trésorerie	(27)	174	–	20	–
Dividendes versés	(347)	(309)	(308)	(965)	(887)
Dividendes/distributions versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle	(78)	(4)	(52)	(156)	(106)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(1 988)	5 365	2 485	3	3 480
Variation des emprunts à court terme des filiales	(3 154)	(1 389)	(501)	(1 059)	(590)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	438	10 668	6 916	17 982	13 753
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	1 221	421	(195)	2 097	(60)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 763	3 342	2 669	2 887	2 534
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 984 \$	3 763 \$	2 474 \$	4 984 \$	2 474 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 614 \$	1 832 \$	1 870 \$	5 313 \$	5 566 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	138 \$	355 \$	379 \$	2 046 \$	1 555 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et en fonction des mêmes conventions comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, sous réserve des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 aux pages 72A à 76A du rapport annuel 2003. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Contrats de dépôt indexés sur actions

En novembre 2003, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 17, intitulée *Contrats de dépôt indexés sur actions* (NOC-17). La NOC-17, qui a trait aux obligations de dépôt prévoyant que nos versions des paiements variables basés sur le rendement de certains indices boursiers, permet la constatation à la juste valeur des obligations au titre du paiement variable intégrées dans ces contrats, les variations de cette juste valeur devant être constatées dans les résultats au fur et à mesure qu'elles se produisent. Nous avons choisi d'appliquer la note d'orientation prospectivement à nos certificats de placement garanti indexés sur actions et à nos billets indexés sur actions, ce qui n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2004.

Classement des couvertures économiques

Nous avons mis à jour la présentation des couvertures économiques qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture afin de reclasser les gains et les pertes réalisés sur ces couvertures, auparavant présentés au poste Revenu d'intérêt – Prêts, dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, de telle sorte que les revenus, les charges et les variations de la juste valeur liés à ces dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture sont maintenant tous inscrits au même poste de nos états consolidés des résultats pour le trimestre courant et les périodes antérieures.

Principes comptables généralement reconnus

En juillet 2003, l'ICCA a publié le chapitre 1100, intitulé *Principes comptables généralement reconnus*. Ce chapitre établit les normes de présentation de l'information financière conformément aux PCGR et fournit des directives relatives aux sources à consulter au moment du choix des conventions comptables et de la présentation appropriée lorsqu'un sujet donné n'est pas expressément traité par les sources premières de PCGR. Les dispositions du chapitre 1100 sont appliquées prospectivement aux soldes en cours au 1^{er} novembre 2003 et aux opérations survenues après cette date. À la lumière des dispositions du chapitre 1100, nous avons examiné notre application de certaines conventions comptables, comme il est expliqué ci-après. Nous poursuivons l'évaluation de l'incidence du chapitre 1100 sur nos états financiers consolidés, principalement en ce qui a trait à notre pratique actuelle de compensation de certains actifs et passifs.

Comptabilisation à la date de transaction

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons appliqué prospectivement la comptabilisation à la date de transaction pour les valeurs mobilières dans notre bilan consolidé intermédiaire. L'application de la comptabilisation à la date de transaction a augmenté les valeurs mobilières de 0,2 milliard de dollars, les autres actifs de 7,3 milliards et les autres passifs de 7,5 milliards au 31 juillet 2004. Nous continuons de perfectionner le processus de détermination des renseignements relatifs à la comptabilisation à la date de transaction.

Actions de trésorerie

À compter du 1^{er} novembre 2003, nous avons inscrit, à titre de déduction du total des capitaux propres, nos propres actions acquises et détenues par des filiales à des fins autres que leur annulation. Ces actions sont maintenant présentées au poste Actions de trésorerie mais étaient auparavant classées dans les titres du compte de négociation et dans les autres actifs. Le solde en circulation au début de l'exercice a été reclassé dans les actions de trésorerie plutôt que dans les actifs. Les actions de trésorerie sont inscrites à leur coût historique et subissent une réduction au moment de la revente ou du transfert aux employés en vertu de certaines ententes de rémunération à base d'actions. Tout gain ou toute perte sur la revente ou le transfert d'actions de trésorerie est constaté dans le capital d'apport additionnel ou imputé aux bénéfices non répartis, respectivement.

Actions libellées en devises

Avant le 1^{er} novembre 2003, les actions libellées en devises étaient converties au taux en vigueur à la date du bilan. Nous ne modifions plus le taux auquel ces actions sont converties. L'incidence de cette modification sur nos états financiers consolidés n'a pas été importante.

Avantages sociaux futurs

En janvier 2004, l'ICCA a modifié le chapitre 3461, intitulé *Avantages sociaux futurs* (chapitre 3461R de l'ICCA), afin d'exiger la divulgation de renseignements supplémentaires relatifs aux actifs, aux flux de trésorerie et au coût net des prestations périodiques liés aux régimes de retraite à prestations déterminées et à d'autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. En ce qui a trait aux exercices, les nouvelles exigences sont en vigueur pour les exercices se terminant à compter du 30 juin 2004 et, en ce qui a trait aux périodes intermédiaires, les nouvelles exigences sont en vigueur pour les périodes se terminant à compter de cette date. Au cours du deuxième

trimestre de 2004, nous avons adopté prospectivement les recommandations du chapitre 3461R de l'ICCA, et les renseignements supplémentaires relatifs aux périodes intermédiaires sur nos régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite sont présentés à la note 5.

Modification de la présentation des états financiers

Au cours du deuxième trimestre de 2004, nous avons révisé la présentation de certains éléments de notre bilan consolidé et nous avons décidé de reclasser certains certificats de dépôt détenus à des fins de négociation totalisant 5,0 milliards de dollars au 31 juillet 2004, 5,7 milliards au 31 octobre 2003 et 5,7 milliards au 31 juillet 2003, auparavant présentés au poste Dépôts productifs d'intérêts à des banques, dans le poste Titres du compte de négociation, afin de refléter de manière plus appropriée la nature de ces instruments.

Modifications comptables futures

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En juin 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities)* (NOC-15). La NOC-15 est harmonisée avec le bulletin d'interprétation n° 46 du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, et elle fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Filiales*, à certaines entités définies comme étant des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et plus fréquemment appelées « entités ad hoc ». La NOC-15 sera en vigueur pour tous les exercices et toutes les périodes intermédiaires débutant à compter du 1^{er} novembre 2004. En décembre 2003, le FASB a publié une version révisée du bulletin d'interprétation n° 46. Par conséquent, l'ICCA a publié un exposé-sondage proposant des modifications à la NOC-15 afin de l'harmoniser avec la directive américaine correspondante, et dont la date d'entrée en vigueur devrait être la même que celle de la NOC-15 initiale. L'ICCA a aussi suspendu l'entrée en vigueur de certaines dispositions relatives à la présentation de la NOC-15 jusqu'à ce que les modifications aient été précisées. Nous prévoyons que nous ne consoliderons pas nos EDDV liées à des fonds communs de placement ou à des actifs gérés en fiducie aux fins de la protection de l'actif, du transfert de patrimoine entre les générations, ou de la planification successorale et financière. Certains des programmes de papier commercial adossés à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons et dont l'actif totalisait 20,2 milliards de dollars au 31 juillet 2004 ont été restructurés au cours du premier trimestre de l'exercice en cours, et nous ne sommes pas tenus de les consolider en vertu du bulletin d'interprétation révisé n° 46. Nous procédons actuellement à la restructuration des fonds multicédants restants dont l'actif total se chiffrait à 7,8 milliards de dollars au 31 juillet 2004, ce qui pourrait avoir pour incidence que nous n'en serons plus le principal bénéficiaire.

Passif et capitaux propres

Par suite des révisions du chapitre 3860 de l'ICCA, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, qui entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2004, nous devons reclasser à titre de passifs certains de nos instruments financiers pouvant être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur. La norme révisée pourrait entraîner le reclassement d'un montant de 1,4 milliard de dollars en titres de fiducie de capital compris dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales et d'un montant de 300 millions de dollars en actions privilégiées de premier rang, série N, à titre de passifs financiers dans notre bilan consolidé. Les distributions du rendement et dividendes cumulés relatifs à ces instruments seront aussi reclassés sous la rubrique Frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats.

Note 2 Acquisitions

Acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company

Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2004, RBC Assurances a acquis les activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (Unum Provident), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Dans le cadre de cette opération, RBC Assurances a pris en charge les obligations au titre des polices de Unum Provident. Les actifs acquis et les passifs pris en charge ont une même valeur approximative de 1,6 milliard de dollars. Les actifs et passifs représentent principalement les placements et les provisions techniques, respectivement.

Acquisition de William R. Hough & Co., Inc.

Le 27 février 2004, RBC Dain Rauscher Inc. a acquis la totalité des actions en circulation de William R. Hough & Co., Inc., une société fermée ayant son siège à St. Petersburg, en Floride, offrant des services de placement traditionnels et étant spécialisée dans les instruments à revenu fixe et la prise ferme, principalement dans le

sud-est des États-Unis et au Texas. Le prix d'acquisition s'est établi à environ 107 millions de dollars US, y compris les frais de clôture, et l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis s'est chiffré à environ 87 millions de dollars US, montant qui a été principalement attribué à l'écart d'acquisition.

Acquisition de Provident Financial Group Inc.

Le 21 novembre 2003, RBC Centura Banks, Inc. a acquis les activités de Provident Financial Group Inc. (Provident), société ayant son siège à Cincinnati, en Ohio. Les activités comprenaient toutes les activités de Provident en Floride, incluant 13 succursales servant des régions de l'ouest de la Floride. La contrepartie comprenait un montant en espèces de 81 millions de dollars US et la prise en charge d'un passif corporel net évalué à environ 27 millions de dollars US. Ce montant représentait une contrepartie totale excédentaire d'environ 108 millions de dollars US et a été réparti entre les actifs incorporels liés à des dépôts de base et l'écart d'acquisition, pour environ 10 millions de dollars US et 98 millions de dollars US, respectivement.

Note 3 Titrisations

Au cours du troisième trimestre de 2004, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,1 milliard de dollars (4 milliards au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) par la création de titres hypothécaires. Nous avons vendu pour 799 millions de dollars (2,6 milliards au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) de ces titres, pour un produit net en espèces de 775 millions (2,5 milliards au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 17 millions (66 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) sur les prêts hypothécaires résidentiels. Une perte avant impôts de 7 millions de dollars (gain avant impôts de 30 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004) sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constatée au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres du compte de placement.

Note 4 Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par l'ICCA au chapitre 3870, intitulé *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, eu égard aux nouvelles attributions faites après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions faites avant le 1^{er} novembre 2002 :

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Tel que déclaré :					
Bénéfice net	746 \$	763 \$	783 \$	2 299 \$	2 259 \$
Bénéfice par action	1,14	1,16	1,17	3,50	3,32
Bénéfice dilué par action	1,12	1,14	1,16	3,45	3,28
Pro forma :					
Bénéfice net	739 \$	754 \$	775 \$	2 275 \$	2 233 \$
Bénéfice par action	1,13	1,15	1,15	3,46	3,28
Bénéfice dilué par action	1,11	1,13	1,14	3,42	3,25

Note 5 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Charge au titre des prestations constituées	83 \$	83 \$	55 \$	251 \$	173 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	48	47	40	142	122

Note 6 Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 7 juillet 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 6,05 % échéant le 7 juillet 2009 pour un montant de 175 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 29 juin 2004, nous avons annoncé notre intention de rembourser le 12 octobre 2004 toutes les débetures subordonnées impayées à 6,00 % échéant le 12 octobre 2009, pour un montant de 150 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 18 juin 2004, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 25 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats pourront être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2004. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités précédente, échue le 23 juin 2004, nous avons racheté 14 098 900 actions ordinaires à un prix moyen de 60,60 \$ par action. Au cours du trimestre, nous avons racheté 2 896 500 actions ordinaires à un prix moyen de 59,55 \$ par action, de même que 1 669 713 actions ordinaires à un prix moyen de 59,92 \$ par action, en vertu des offres publiques de rachat dans le cours normal de nos activités précédente et actuelle, respectivement.

Le 18 juin 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 600 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,95 % (versé semestriellement) jusqu'au 18 juin 2014. Les débetures subordonnées sont rachetables au pair le 18 juin 2014. Si les billets ne sont pas rachetés, le coupon sera rajusté le 18 juin 2014 et à la fin de toute période de cinq ans par la suite au taux du gouvernement du Canada pour cinq ans majoré de 1,72 % (versé semestriellement), jusqu'à l'échéance des débetures subordonnées le 18 juin 2103. Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 18 juin 2014 est de 5,95 %.

Le 11 juin 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,10 % échéant le 11 juin 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 13 avril 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 4,18 % (versé semestriellement) jusqu'au 1^{er} juin 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 1^{er} juin 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 1^{er} juin 2009 est de 4,181 %.

Le 12 avril 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,40 % échéant le 12 avril 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Note 7 Événualités

Litige lié à Enron

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées ont été ajoutées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés), de même que de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

La Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont aussi été nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California c. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby c. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles

dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesse serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Il est impossible de prédire l'issue finale de ces poursuites, non plus que le moment de leur règlement. La direction surveille le déroulement de ces poursuites sur une base continue et exercera son meilleur jugement afin de les régler dans ce qu'elle déterminera être notre intérêt. Dans chacune de ces affaires, nous nous défendrons vigoureusement. Toutefois, en raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, du grand nombre de poursuites et des nombreuses défendresses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant que les poursuites fassent l'objet d'un règlement ou d'une décision judiciaire, ainsi que du contexte judiciaire actuel difficile, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires, car il est actuellement impossible de déterminer notre risque ultime en la matière. Bien qu'il soit peu probable que la résolution définitive de ces poursuites et autres procédures ait une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, la direction est d'avis qu'elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation au cours de toute période donnée.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 8 Règlement relatif à Rabobank

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date à laquelle elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US plus les intérêts courus, conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank) a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap.

En octobre 2003, nous avons touché un règlement évalué à environ 195 millions de dollars US plus les intérêts courus aux termes d'un règlement à l'amiable avec Enron Corporation, le comité des créanciers d'Enron ainsi que Rabobank. Le règlement a réduit le montant dû par Rabobank à 322 millions de dollars US plus les intérêts courus.

Le 16 février 2004, la Banque Royale du Canada a annoncé qu'elle avait conclu un règlement confidentiel au terme d'une médiation non exécutoire avec Rabobank, mettant fin au litige. Le règlement, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts, a diminué de 74 millions de dollars le bénéfice net au premier trimestre de 2004.

Note 9 Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques (1)

a) Résultats trimestriels par secteurs d'exploitation

	RBC Banque			RBC Investissements			RBC Assurances			RBC Marchés des Capitaux		
	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03
Revenu net d'intérêt	1 407 \$	1 356 \$	1 422 \$	108 \$	104 \$	103 \$	– \$	– \$	– \$	179 \$	144 \$	92 \$
Revenus autres que d'intérêt	526	524	540	817	877	801	792	675	595	458	570	594
Total des revenus	1 933	1 880	1 962	925	981	904	792	675	595	637	714	686
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	128	148	135	2	1	–	–	–	–	3	13	42
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	575	508	424	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 220	1 202	1 163	755	771	733	135	111	120	448	475	420
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	195	185	248	55	69	58	7	(2)	(5)	41	52	82
Bénéfice net (perte nette)	390 \$	345 \$	416 \$	113 \$	140 \$	113 \$	75 \$	58 \$	56 \$	145 \$	174 \$	142 \$

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03	T3 04	T2 04	T3 03
Revenu net d'intérêt	44 \$	40 \$	42 \$	(25)\$	(43)\$	(5)\$	1 713 \$	1 601 \$	1 654 \$
Revenus autres que d'intérêt	235	223	214	31	71	50	2 859	2 940	2 794
Total des revenus	279	263	256	6	28	45	4 572	4 541	4 448
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	–	(3)	–	(8)	(10)	(7)	125	149	170
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	575	508	424
Frais autres que d'intérêt	187	181	180	(2)	7	(1)	2 743	2 747	2 615
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	32	29	27	53	41	46	383	374	456
Bénéfice net (perte nette)	60 \$	56 \$	49 \$	(37)\$	(10)\$	7 \$	746 \$	763 \$	783 \$

b) Résultats trimestriels par secteurs géographiques

	31 juillet 2004				30 avril 2004				31 juillet 2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 338 \$	249 \$	126 \$	1 713 \$	1 201 \$	286 \$	114 \$	1 601 \$	1 299 \$	299 \$	56 \$	1 654 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 540	953	366	2 859	1 557	965	418	2 940	1 431	901	462	2 794
Total des revenus	2 878	1 202	492	4 572	2 758	1 251	532	4 541	2 730	1 200	518	4 448
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	109	31	(15)	125	123	22	4	149	133	27	10	170
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	262	223	90	575	182	227	99	508	146	164	114	424
Frais autres que d'intérêt	1 626	863	254	2 743	1 627	906	214	2 747	1 533	865	217	2 615
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	359	11	13	383	314	31	29	374	388	54	14	456
Bénéfice net (perte nette)	522 \$	74 \$	150 \$	746 \$	512 \$	65 \$	186 \$	763 \$	530 \$	90 \$	163 \$	783 \$

c) Résultats de la période de neuf mois par secteurs d'exploitation

	RBC Banque		RBC Investissements		RBC Assurances		RBC Marchés des Capitaux	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	4 120 \$	4 168 \$	316 \$	326 \$	– \$	– \$	488 \$	309 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 562	1 639	2 519	2 289	2 080	1 680	1 581	1 719
Total des revenus	5 682	5 807	2 835	2 615	2 080	1 680	2 069	2 028
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	341	423	4	–	–	–	(51)	177
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 535	1 183	–	–
Frais autres que d'intérêt	3 575	3 498	2 254	2 190	354	348	1 558	1 240
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	602	702	184	141	2	(9)	108	230
Bénéfice net (perte nette)	1 164 \$	1 184 \$	393 \$	284 \$	189 \$	158 \$	454 \$	381 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	129 \$	124 \$	(83)\$	57 \$	4 970 \$	4 984 \$
Revenus autres que d'intérêt	666	613	101	134	8 509	8 074
Total des revenus	795	737	18	191	13 479	13 058
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(17)	2	(28)	(21)	249	581
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 535	1 183
Frais autres que d'intérêt	549	527	7	(18)	8 297	7 785
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	90	74	113	112	1 099	1 250
Bénéfice net (perte nette)	173 \$	134 \$	(74)\$	118 \$	2 299 \$	2 259 \$

d) Résultats de la période de neuf mois par secteurs géographiques

	2004				2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	3 846 \$	789 \$	335 \$	4 970 \$	3 891 \$	927 \$	166 \$	4 984 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 480	2 842	1 187	8 509	4 063	2 610	1 401	8 074
Total des revenus	8 326	3 631	1 522	13 479	7 954	3 537	1 567	13 058
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	243	53	(47)	249	417	81	83	581
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	626	653	256	1 535	508	339	336	1 183
Frais autres que d'intérêt	4 748	2 838	711	8 297	4 490	2 654	641	7 785
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 029	(11)	81	1 099	1 015	179	56	1 250
Bénéfice net (perte nette)	1 680 \$	98 \$	521 \$	2 299 \$	1 524 \$	284 \$	451 \$	2 259 \$

(1) Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation principaux : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information. Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de ces secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds, des biens et des services entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque, ces méthodes étant assujetties à un examen continu. La volatilité liée à certaines stratégies de couverture économique pour lesquelles les instruments dérivés ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture, ou pour lesquelles la relation de couverture désignée est inefficace, est assumée par la trésorerie générale lorsque cette dernière assure la surveillance de gestion des stratégies de couverture d'autres unités.

Aux fins de la présentation des résultats par secteurs géographiques, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations comptabilisées dans la devise locale de référence sont assujetties aux variations du taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Au cours du deuxième trimestre de 2004, nous avons procédé à l'examen de la présentation des résultats par secteurs géographiques et nous avons reclassé certains montants afin de refléter de manière plus appropriée la façon dont la direction examine ces résultats, conformément à la méthodologie présentée plus haut. Au sein de RBC Assurances, certains montants relatifs à la réassurance, auparavant présentés dans les secteurs États-Unis ou Canada, ont été reclassés dans le secteur Autres pays. Dans le secteur Autres, certains chiffres comparatifs liés à la vente à Solutions Moneris, Inc. du portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants de RBC Centura au cours du premier trimestre de 2004, auparavant présentés dans le secteur Canada, ont été reclassés dans le secteur États-Unis.

Note 10 | **Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis**

L'information financière consolidée a été dressée conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du surintendant des institutions financières Canada, les états financiers doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont décrites ci-après.

Bilans consolidés condensés

	Au 31 juillet 2004			Au 31 octobre 2003			Au 31 juillet 2003		
	2004			2003			2003		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 984 \$	– \$	4 984 \$	2 887 \$	– \$	2 887 \$	2 474 \$	– \$	2 474 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	12 371	26	12 397	8 962	(34)	8 928	13 101	(35)	13 066
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	91 093	(298)	90 795	87 532	(813)	86 719	77 622	378	78 000
Titres du compte de placement	37 620	(37 620)	–	35 238	(35 238)	–	35 499	(35 499)	–
Titres de substitut de prêt	301	(301)	–	325	(325)	–	336	(336)	–
Titres susceptibles de vente	–	37 909	37 909	–	35 783	35 783	–	36 127	36 127
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 988	–	37 988	36 289	–	36 289	43 371	–	43 371
Prêts	183 774	8 804	192 578	170 394	98	170 492	169 523	57	169 580
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 499	–	6 499	5 943	–	5 943	6 391	–	6 391
Montants se rapportant aux produits dérivés	30 228	987	31 215	35 612	1 028	36 640	34 740	1 042	35 782
Locaux et matériel	1 758	(23)	1 735	1 670	(15)	1 655	1 576	(13)	1 563
Écart d'acquisition	4 849	45	4 894	4 587	46	4 633	4 735	43	4 778
Autres actifs incorporels	570	–	570	580	–	580	624	–	624
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 756	1 756	–	3 321	3 321	–	3 390	3 390
Actif lié aux comptes distincts	–	122	122	–	224	224	–	317	317
Autres actifs	22 176	7 801	29 977	13 014	5 483	18 497	13 987	(46)	13 941
	434 211 \$	19 208 \$	453 419 \$	403 033 \$	9 558 \$	412 591 \$	403 979 \$	5 425 \$	409 404 \$
Passif et capitaux propres									
Dépôts	277 525 \$	607 \$	278 132 \$	259 145 \$	1 373 \$	260 518 \$	256 451 \$	1 282 \$	257 733 \$
Autres									
Acceptations	6 499	–	6 499	5 943	–	5 943	6 391	–	6 391
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	25 061	–	25 061	22 855	(112)	22 743	21 792	(1 554)	20 238
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	23 738	–	23 738	23 735	–	23 735	24 589	–	24 589
Montants se rapportant aux produits dérivés	32 845	601	33 446	37 775	652	38 427	35 721	646	36 367
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 792	2 539	9 331	5 256	3 374	8 630	5 442	3 398	8 840
Passif lié aux comptes distincts	–	122	122	–	224	224	–	317	317
Autres passifs	31 871	16 215	48 086	21 318	4 881	26 199	26 252	2 019	28 271
Débitures subordonnées	8 440	290	8 730	6 243	338	6 581	6 440	340	6 780
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 416	(847)	1 569	2 388	(914)	1 474	2 355	(901)	1 454
Capitaux propres	19 024	(319)	18 705	18 375	(258)	18 117	18 546	(122)	18 424
	434 211 \$	19 208 \$	453 419 \$	403 033 \$	9 558 \$	412 591 \$	403 979 \$	5 425 \$	409 404 \$

États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
	Bénéfice net, selon les PCGR du Canada	746 \$	763 \$	783 \$	2 299 \$
Différences :					
Revenu net d'intérêt					
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	2	5	(8)	5	5
Entités à détenteurs de droits variables (2)	2	(4)	(1)	(16)	(1)
Coentreprises (3)	–	–	(1)	–	(2)
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés (4)	(160)	(159)	(90)	(434)	(183)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	23	6	(12)	33	(59)
Reclassement de valeurs mobilières (5)	–	4	2	7	(14)
Entités à détenteurs de droits variables (2)	(2)	1	3	–	3
Sociétés en commandite (6)	5	(5)	–	(15)	–
Coentreprises (3)	(40)	(34)	(37)	(107)	(108)
Autres	3	(3)	(2)	–	(1)
Dotation à la provision pour pertes sur créances					
Reclassement de valeurs mobilières (5)	–	(4)	3	(1)	3
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (4)	153	165	89	440	165
Frais autres que d'intérêt					
Droits à la plus-value des actions (7)	–	(4)	–	(5)	8
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	7	5	3	13	31
Coentreprises (3)	31	27	31	84	92
Entités à détenteurs de droits variables (2)	(15)	(10)	–	(25)	–
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	(2)	9	12	18	33
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales					
Entités à détenteurs de droits variables (2)	15	12	1	39	1
Bénéfice net, selon les PCGR des États-Unis	768 \$	774 \$	776 \$	2 335 \$	2 232 \$
Bénéfice par action (8)	1,17 \$	1,17 \$	1,15 \$	3,55 \$	3,27 \$
Bénéfice dilué par action (8)	1,15 \$	1,16 \$	1,14 \$	3,49 \$	3,23 \$

Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada, voir la note 26 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 à la page 102A de notre rapport annuel 2003.

Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Obligation additionnelle au titre des prestations constituées

La comptabilisation d'une obligation additionnelle au titre des prestations constituées en vertu des PCGR des États-Unis aurait augmenté les autres actifs de 267 millions de dollars et les autres passifs de 770 millions, et aurait entraîné une diminution des capitaux propres de 503 millions au 31 juillet 2004.

Comptabilisation à la date de transaction

À compter du 1^{er} novembre 2003, la comptabilisation à la date de transaction est appliquée prospectivement dans le bilan consolidé en vertu des PCGR du Canada, ce qui a pour effet d'éliminer la différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis qui existait avant cette date.

Garanties autres qu'en espèces

La comptabilisation des garanties autres qu'en espèces en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 6 837 millions de dollars et une augmentation des autres passifs de 6 837 millions au 31 juillet 2004.

Autres

Les autres différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait au droit de compensation, aux garanties et à d'autres éléments relativement peu importants. L'incidence nette de ces éléments se traduirait par une augmentation du bénéfice net de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004 et de 4 millions pour la période de neuf mois terminée à cette date, ainsi que par une augmentation des valeurs mobilières de 202 millions, une augmentation des autres actifs de 121 millions, une augmentation des dépôts de 207 millions, une augmentation des autres passifs de 84 millions et une augmentation des capitaux propres de 32 millions au 31 juillet 2004.

Éléments importants du rapprochement pour l'état des résultats

(1) Produits dérivés et opérations de couverture

L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture aurait augmenté le bénéfice net de 16 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004 et de 28 millions pour la période de neuf mois terminée à cette date, et aurait entraîné une augmentation des prêts de 43 millions, une augmentation des autres actifs de 731 millions, une augmentation des dépôts de 22 millions, une augmentation des autres passifs de 439 millions, une augmentation des débiteures subordonnées de 290 millions, une diminution des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 33 millions et une diminution des capitaux propres de 10 millions au 31 juillet 2004. Comme il est expliqué à la page 39, nous avons adopté la NOC-17, intitulée *Contrats de dépôt indexés sur actions*, en vertu des PCGR du Canada prospectivement, ce qui a eu pour effet d'éliminer une différence avec les PCGR des États-Unis relative aux contrats de dépôt à l'égard desquels nous sommes tenus d'effectuer des paiements variables en fonction du rendement de certains indices boursiers. La composante variable intégrée dans nos certificats de placement garanti indexés sur actions et nos billets indexés sur actions est séparée du contrat dans lequel elle est intégrée et constatée à sa juste valeur tant en vertu des PCGR du Canada qu'en vertu de ceux des États-Unis, les variations subséquentes de la juste valeur étant constatées dans le bénéfice net.

(2) Entités à détenteurs de droits variables

Le bulletin d'interprétation n° 46 du FASB, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, tel qu'il a été révisé en décembre 2003 (FIN 46R), exige la consolidation des EDDV par le principal bénéficiaire. L'application des dispositions du FIN 46R aurait entraîné la consolidation de diverses EDDV (principalement certains fonds multicédants) et la déconsolidation de certaines autres, entraînant l'augmentation des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 59 millions de dollars, l'augmentation des prêts de 8 761 millions, l'augmentation des autres actifs de 53 millions, l'augmentation des dépôts de 378 millions et l'augmentation des autres passifs de 8 848 millions, la diminution des valeurs mobilières de 494 millions et la diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales de 847 millions au 31 juillet 2004.

(3) Coentreprises

Les placements dans des coentreprises sont constatés selon la méthode de la consolidation proportionnelle en vertu des PCGR du Canada et constatés à l'aide de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis. L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des coentreprises aurait entraîné la diminution des autres actifs de 65 millions de dollars et la diminution des autres passifs de 65 millions au 31 juillet 2004.

(4) Comptabilisation des activités d'assurance

L'application des PCGR des États-Unis aurait augmenté le bénéfice net de 12 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 2 707 millions, une augmentation des autres passifs de 2 590 millions et une augmentation des capitaux propres de 117 millions au 31 juillet 2004.

(5) Reclassement de valeurs mobilières

L'application des PCGR des États-Unis au classement des valeurs mobilières aurait augmenté le bénéfice net de 5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, et aurait entraîné l'augmentation des valeurs mobilières de 84 millions, l'augmentation des capitaux propres de 38 millions et la diminution des autres actifs de 46 millions au 31 juillet 2004.

(6) Sociétés en commandite

En vertu des PCGR des États-Unis, la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour les placements dans des sociétés en commandite qui représentent une participation de plus de 3 % à 5 %. En vertu des PCGR du Canada, nous utilisons la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation pour les placements dans des sociétés en commandite si nous sommes en mesure d'exercer sur elles une influence notable, ce qui se traduit habituellement par une participation de 20 % ou plus. L'utilisation d'un seuil de participation moins élevé pour l'application de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation du bénéfice net de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004 et une diminution du bénéfice net de 10 millions pour la période de neuf mois terminée à cette date, et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 92 millions, une diminution des valeurs mobilières de 102 millions et une diminution des capitaux propres de 10 millions au 31 juillet 2004.

(7) Droits à la plus-value des actions

L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation de la charge de rémunération aurait diminué le bénéfice net de 3 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, et aurait entraîné une augmentation des capitaux propres de 17 millions, une diminution des autres actifs de 9 millions et une diminution des autres passifs de 26 millions au 31 juillet 2004.

(8) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action (EITF 03-6)

Au cours de ce trimestre, nous avons adopté l'EITF 03-6, intitulé *Participating Securities and the Two-Class Method under FASB Statement No. 128, Earnings per Share*, en vertu des PCGR des États-Unis. L'EITF 03-6 exige une modification du calcul du bénéfice par action afin de refléter certaines valeurs mobilières ou certains autres instruments ou contrats qui confèrent à leur détenteur un droit de participation dans les bénéfices non répartis de l'entité publiante lorsque ce droit est obligatoire et peut être déterminé de façon objective. Il est en vigueur pour les exercices ouverts après le 31 mars 2004 et exige un ajustement rétroactif du bénéfice par action déclaré pour les périodes antérieures. Pour toutes les périodes présentées, l'EITF 03-6 a réduit le bénéfice par action de moins de un cent, sauf pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004 où la réduction s'est établie à environ un cent. En vertu des PCGR des États-Unis, le bénéfice de base par action pour toutes les périodes antérieures présentées et le bénéfice dilué par action pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2003 ont été retraités pour refléter une réduction de un cent par action.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)

Prêts douteux (2)

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts douteux, montant net					
Prêts hypothécaires résidentiels	124 \$	133 \$	116 \$	118 \$	114 \$
Prêts aux particuliers	80	96	94	96	106
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	616	749	814	774	830
Total	820 \$	978 \$	1 024 \$	988 \$	1 050 \$
Prêts douteux, montant net, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,15 %	0,17 %	0,15 %	0,15 %	0,15 %
Prêts aux particuliers	0,22 %	0,28 %	0,29 %	0,30 %	0,34 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	0,59 %	0,72 %	0,84 %	0,79 %	0,78 %
Total	0,36 %	0,44 %	0,48 %	0,46 %	0,48 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Provision cumulative au début	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	2 164 \$	2 314 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	125	149	170	249	581
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(2)	(1)	(3)	(4)	(6)
Prêts aux particuliers	(83)	(97)	(91)	(256)	(285)
Prêts sur cartes de crédit	(55)	(52)	(50)	(152)	(144)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(91)	(166)	(126)	(329)	(290)
	(231)	(316)	(270)	(741)	(725)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	17	16	18	49	51
Prêts sur cartes de crédit	11	10	10	29	27
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	20	19	12	88	49
	48	45	40	166	127
Radiations nettes	(183)	(271)	(230)	(575)	(598)
Acquisition de Provident Financial Group Inc.	-	-	-	6	-
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	-	-	-	-	8
Ajustements	(5)	15	(10)	22	(40)
Provision cumulative à la fin	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	1 866 \$	2 265 \$
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,32 %	0,50 %	0,43 %	0,35 %	0,37 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	29 \$	27 \$	36 \$	29 \$	36 \$
Prêts aux particuliers	445	444	442	445	442
Prêts sur cartes de crédit	192	176	152	192	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	976	1 039	1 388	976	1 388
Provision cumulative attribuée	1 642	1 686	2 018	1 642	2 018
Provision cumulative générale non attribuée	224	243	247	224	247
Total	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	1 866 \$	2 265 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions spécifiques, y compris la provision cumulative pour titres de substitut de prêt	602 \$	660 \$	849 \$	602 \$	849 \$
Provision cumulative générale attribuée	1 040	1 026	1 169	1 040	1 169
Provision cumulative générale non attribuée	224	243	247	224	247
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	1 866 \$	2 265 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	1 693 \$	1 739 \$	2 156 \$	1 693 \$	2 156 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	173	190	109	173	109
Total	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	1 866 \$	2 265 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,7 %	0,8 %	1,0 %	0,7 %	1,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux (ratio de couverture)	119 %	106 %	114 %	119 %	114 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Les prêts douteux sont présentés déduction faite des provisions cumulatives spécifiques.

Information relative aux actions (non vérifié)

(nombre d'actions en milliers)	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série N	12 000	12 000	12 000
À dividende non cumulatif, série O	6 000	6 000	6 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	4 000	4 000
À dividende non cumulatif, série S	10 000	10 000	10 000
	32 000	32 000	32 000
Titres de fiducie, séries 2010 et 2011, émis par Fiducie de capital RBC (2)	1 400	1 400	1 400
Titres de fiducie, série 2013, émis par Fiducie de capital RBC II (3)	900	900	900
Options sur actions			
En cours	22 828	23 303	25 880
Pouvant être levées	16 847	17 259	16 405
Actions ordinaires émises	649 066	653 280	658 612
Actions de trésorerie (4)			
PCGR des États-Unis	5 660	5 183	–
PCGR du Canada	4 709	4 243	–

(1) Pour des renseignements plus détaillés, se reporter aux pages 86, 87 et 93 (notes 14 et 19) du rapport annuel 2003 de la Banque Royale du Canada.

(2) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR des États-Unis et du Canada. Les modalités de conversion des titres de séries 2010 et 2011 sont présentées dans les prospectus datés du 17 juillet 2000 et du 29 novembre 2000, respectivement.

(3) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR du Canada. Les modalités de conversion sont présentées dans le prospectus daté du 16 juillet 2003.

(4) Les différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait aux actions de trésorerie détenues dans des structures de rémunération à base d'actions qui sont consolidées en vertu du FIN 46, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416 974-5151
Télécopieur : 416 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare
du Canada

Adresse :
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

*Co-agent des transferts
(États-Unis)*
The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

*Co-agent des transferts
(Royaume-Uni)*
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)

Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ par action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2004

Premier trimestre	27 février
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	27 août
Quatrième trimestre	30 novembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires au Canada et aux États-Unis peuvent faire déposer leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Le régime de réinvestissement de dividendes de la Banque constitue pour les détenteurs d'actions ordinaires inscrits de la Banque un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Investor Services Inc.
Attn: Dividend Reinvestment Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1 866 586-7635
(Canada et É.-U.)
(514) 982-7888
Télécopieur : 416 263-9394
ou 1 888 453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Dates de paiement des dividendes pour 2004

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, P et S	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre

Cotes de crédit

	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang
(au 27 mai 2004)		
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA (low)

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7803
Télécopieur : 416 955-7800

Rachat d'actions ordinaires

La Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2005, la Banque pourra racheter jusqu'à 25 millions de ses actions sur le marché libre, aux cours du marché. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de l'avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

Assemblée annuelle des actionnaires ordinaires de 2005

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le vendredi 25 février 2005, au World Trade and Convention Centre, salle Port Royal, au 1800 Argyle Street à Halifax (Nouvelle-Écosse), Canada.

